



Secrétariat parlementaire  
Ratssekretariat

## **13<sup>ème</sup> procès-verbal du Conseil de ville / 13. Stadtratsprotokoll**

**Séance du 25 octobre 2012, à 18 heures**  
**Sitzung vom 25. Oktober 2012, 18.00 Uhr**

**Lieu: salle du Conseil de ville au Bourg**  
**Ort: Stadtratssaal in der Burg**

---

### **Présents / Anwesend:**

Ammann Olivier, Arnold Marc, Augsburg-Brom Dana, Baltzer Niklaus, Blättler Schmid Isabelle, Bohnenblust Simon, Bösch Andreas, Brassel Urs, Chevallier Barbara, Donzé Pablo, Dunning Samantha, Eschmann René, Esseiva Monique, Fischer Pascal, Freuler Fritz, Garbani Charlotte, Grünenwald Samuel, Grupp Christoph, Güntensperger Nathan, Gurtner Roland, Habegger Hans Peter, Hadorn Werner, Hügli Daniel, Isler Peter, Jean-Quartier Caroline, Kaufmann Stefan, Löffel Christian, Magnin Claire, Mischler Peter, Molina Franziska, Morier-Genoud Michèle, Moser Peter, Némitz Cédric, Nicati Alain, Ogi Pierre, Oliveira-Jorns Renate, Paronitti Maurice, Pichard Alain, Pittet Natasha, Rindlisbacher Hugo, Rüfenacht Daphné, Rüfenacht Martin, Scherrer Martin, Sermet Béatrice, Simon Fatima, Steinmann Alfred, Stöckli Schwarzen Heidi, Strobel Salome, Suter Daniel, Sutter Andreas, Sylejmani Ali, Tanner Anna, Thomke Friedrich, Wiederkehr Martin, Wiher Max

### **Absence(s) excusée(s) / Entschuldigt:**

Bohnenblust Regula, Calegari Patrick, Habegger Markus, Linder Fiorella, Menekse Ali

### **Représentation du Conseil municipal / Vertretung des Gemeinderates:**

Erich Fehr, maire de Bienne

Conseillères municipales / Conseillers municipaux: Contini François, Klopfenstein Hubert, Liechti Gertsch Teres, Moeschler Pierre-Yves, Schlauri René, Schwickert Barbara, Steidle Silvia

### **Absence(s) excusée(s) du Conseil municipal / Entschuldigt Gemeinderat:**

-

### **Présidence / Vorsitz:**

Monique Esseiva, présidente du Conseil de ville

### **Secrétariat / Sekretariat:**

Regula Klemmer, secrétaire parlementaire

<b>Affaires traitées / Behandelte Geschäfte</b>	<b>Page / Seite</b>
142. 20120036 Budget 2013 (suite).....	586
145. 20120036 Plan financier 2013 - 2017 .....	588
146. Motivation de l'urgence du postulat 20120337, Peter Isler, Groupe socialiste, "Participation au scrutin".....	606
147. 20120272 Stratégie de propriétaire pour Énergie Service Biel/Bienne (ESB).	606
148. Motion urgente 20120181, Patrick Calegari, Groupe PPB plus, "Places de stationnement de courte durée à la place du Marché-Neuf" .....	615
149. Interpellation interpartis 20110376, Alain Pichard, PVL, Claire Magnin, Les Verts, Pierre-Yves Grivel, Forum, "Risque de développement inégal des entités scolaires biennoises?" .....	615
150. Motion urgente interpartis 20120231, Alfred Steinmann, SP, Max Wiher, PVL, Pablo Donzé, Les Verts, "Branche Ouest de l'A5 supportable pour Bienne" .....	618
151. Postulat urgent 20120230, Max Wiher, PVL, "Zones de distraction à Bienne" .....	620
152. Motion 20120116, Nathan Güntensperger, Groupe PVL, "Droit de consultation du Conseil de ville en matière de finances auprès des bénéficiaires de subventions" .....	624
153. Motion 20120121, Roland Gurtner, Passerelle, "Participation politique des étrangères et étrangers de Bienne" .....	625
154. Motion 20120162, Salome Strobel, Groupe socialiste, "Voies pour vélos marquées en rouge pour plus de sécurité" .....	632
155. Postulat 20120122, Fatima Simon, Les Verts, "Un couple princier pour le carnaval de Bienne" .....	633
156. Nouvelles interventions .....	636

**Monique Esseiva, présidente du Conseil de ville:** Je vous souhaite la bienvenue à la 13<sup>ème</sup> séance du Conseil de ville.

Vous trouvez sur vos tables:

- Journal Vision 2035 – "Ensemble, changeons la Ville", Édition 8

Sur la table de l'huissier vous trouvez:

- Communiqué de presse du 24 octobre 2012, Collectif Biotope

#### 142. 20120036 Budget 2013 (suite)

**Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville:** Nous poursuivons nos débats avec le vote sur le message aux ayants droit.

**Stöckli Schwarzen Heidi, GPK:** Die GPK hat zwei Anträge zur Botschaft:

1. Sie fände es sinnvoll, in der Botschaft darauf hinzuweisen, dass das Budget auf der städtischen Homepage heruntergeladen oder bei der Stadtkanzlei bestellt werden kann. Deshalb beantragt die GPK am Ende von Kapitel 1 folgende Ergänzung: **"Der vom Stadtrat genehmigte Voranschlag 2013 kann bei der Stadtkanzlei bezogen oder auf der Website der Stadt Biel (www.biel-bienne.ch) heruntergeladen werden."** Auf französisch würde das heissen: **"Le budget 2013 approuvé par le Conseil de ville peut être obtenu auprès de la Chancellerie municipale ou téléchargé à partir du site de la Ville de Bienne (www.biel-bienne.ch)."**
2. Die GPK beantragt ferner ein neues Kapitel 9 mit dem Titel **"Argumente der Gegnerschaft", "Arguments de l'opposition"**. Damit würde der Beschlussesentwurf neu zu Kapitel 10. In diesem Zusammenhang müsste der Stadtrat auch den Inhalt des neuen Kapitels 9, also die Argumente der Gegnerschaft, genehmigen. Der vorgeschlagene Text liegt auf den Tischen auf.

**Fehr Erich, Finanzdirektor:** Selbstverständlich habe ich nichts gegen die vorgeschlagenen Änderungen einzuwenden. Aufgrund der letzten Entwicklungen seit dem Erstellen der vorliegenden Botschaft gibt es aber noch einen weiteren Abschnitt, den der Stadtrat anpassen müsste. Auf Seite 2, Ziffer 1.2 "Steuern", Buchstabe b "Steuererträge" heisst der letzte Satz: **"Bereits enthalten sind bei den natürlichen Personen die Steuererträge aufgrund der Annahme der Initiative "für faire Steuern" ..."**. Wie heute alle wissen, ist die Abstimmung anders als erwartet ausgefallen. **Deshalb muss dieser Satz gestrichen werden. Das Gleiche gilt natürlich für die französische Version.**

**Monique Esseiva, présidente du Conseil de ville:** La parole n'est plus demandée. Nous passons dans ce cas au vote.

## Votes

sur les propositions de la Commission de gestion d'ajouter au point 1.4 du Message la phrase suivante: "*Le budget 2013 approuvé par le Conseil de ville peut être obtenu auprès de la Chancellerie municipale ou téléchargé à partir du site de la Ville de Bienne ([www.biel-bienne.ch](http://www.biel-bienne.ch)).*" et de créer un nouveau point 9 "*Arguments de l'opposition*".

### **La proposition de la Commission de gestion est acceptée.**

sur la proposition de Monsieur Fehr point 1.2 b de biffer "*2012*" et d'inscrire "*2011*". Il s'agit d'une erreur de frappe. De plus, il est demandé de supprimer la dernière phrase de ce même point.

### **La proposition de Monsieur Fehr est acceptée.**

**Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville:** Dans la version française se trouvent quelques erreurs d'orthographe. Celles-ci ont été entre-temps corrigées par la Chancellerie.

Nous passons désormais au vote le texte suivant des arguments de l'opposition, point 9 (feuille rose reçue à la séance du Conseil de ville de hier).

"Dans le cadre des débats au Conseil de ville, les opposantes et opposants au budget 2013 ont motivé leur position avec, entre autres, les arguments suivants:

À leurs yeux, le budget 2013 prévoyant un déficit de juste 10 mio. fr. est la conséquence du manque de volonté du Conseil municipal et du Conseil de ville de réaliser des économies. Ils sont d'avis que la situation financière réelle est même plus grave que ce que le déficit prévu de juste 10 mio. fr. révèle officiellement, étant donné l'estimation optimiste de diverses recettes et la prévision de transactions sans incidence sur les liquidités. Ils pensent qu'au vu de la présente version du budget 2013, l'on ne peut pas supposer pouvoir atteindre un résultat équilibré de l'exercice tel que prévu par la stratégie financière datant de 2010.

Entre autres, la stratégie financière prévoit d'alléger durablement le compte communal de 20 moi. fr, d'une part au moyen de recettes supplémentaires de 10 mio. fr., sans hausse d'impôts et, d'autre part, au moyen de 10 moi. fr. d'économies. Dans les budgets de ces dernières années, 70% des recettes supplémentaires ont déjà été réalisées, mais pas encore de "véritables" économies; l'on n'a en fait qu'éviter ou atténuer des augmentations de frais.

Les opposantes et opposants au budget contestent la vision du Conseil municipal selon laquelle il n'était pas possible de prévoir la hausse des frais sur l'ensemble du canton dans les domaines assujettis à la péréquation financière et à la compensation des charges (explication: les charges devant être supportées par la Ville de Bienne avec ce système dépendent en premier lieu des dépenses dans l'ensemble du canton et, en partie, des décisions prises à Bienne même). Ils sont convaincus que ces dernières années, le Conseil municipal et le Conseil de ville ont créé des postes à la légère dans des secteurs où il était possible de les intégrer à la répartition des

charges et donc prétendument sans incidence pour le compte de la Ville. Cela constitue toutefois une vue des choses incomplète, dans la mesure où d'autres communes font de même et qu'ainsi, tout le système devient de plus en plus onéreux, ce que la Ville de Bienne doit alors supporter en partie suite à la hausse des frais.

La Ville de Bienne est en proie à des problèmes structurels, ce pourquoi les partis bourgeois exigent un réexamen des structures depuis plusieurs années. Cela a certes été envisagé, mais de l'avis des opposantes et opposants pas encore mis en œuvre. Ils estiment que pour être sain, le développement urbain doit s'appuyer sur des finances communales saines. Pour obtenir du Conseil municipal et du Conseil de ville qu'ils s'attellent enfin à cette tâche urgente, les opposantes et opposants recommandent aux ayants droit au vote biennois de rejeter le présent budget 2013".

### **Vote**

sur le texte des arguments de l'opposition

**Le texte proposé est accepté.**

### **Vote**

sur le Message au peuple

**Le message est approuvé avec les modifications mentionnées.**

## **145. 20120036 Plan financier 2013 - 2017**

**Stöckli Schwarzen Heidi, GPK:** Die heutigen Schlagzeilen im Bieler Tagblatt über die gestrigen Stadtratsgeschäfte waren "Top" und "Flop". Wenn ein aktuell traktandiertes Stadtratsgeschäft tatsächlich ein Flop ist, dann der Finanzplan 2014-2016. Dass dieser ein Flop ist, ist nicht neu. Seit Jahren klagt der Stadtrat darüber, dass die Planzahlen wenig realistisch und daher kaum nutzbringend sind. Dass Aufwand und Begehrlichkeiten tendenziell stärker zunehmen als der Ertrag, ist eine Binsenwahrheit. Für diese Feststellung braucht es keinen Finanzplan... Die in dieses Dokument investierte Arbeit und das verbrauchte Papier sollten eigentlich einen grösseren Nutzen abwerfen, ansonsten es auch sein gelassen werden könnte. Das ist aber nicht möglich, da der Kanton einen Finanzplan verlangt. Natürlich weiss der Stadtrat, dass Planzahlen nicht genau sein können und auf Schätzungen und Annahmen beruhen. In Biel wachsen die Zahlen aber ins Unermessliche, weil sie nicht gründlich und systematisch überarbeitet werden. Weshalb ist das so? Warum bringt dieses Papier so wenig und wer trägt dafür die Verantwortung? Wahrscheinlich hat die ganze Verwaltung einen Anteil. Es geht es nicht um eine reine Führungs-, sondern um eine Struktur- und Prozessfrage. Das trägt dazu bei, dass die vorliegenden Zahlen wenig realistisch sind. Gestern wurde verschiedentlich gesagt (und so steht es auch im Bericht), der Gemeinderat habe endlich den Mut gehabt, dieses leidige Thema anzugehen. Er leitete Massnahmen ein, um den Planungs- und

Budgetierungsprozess zu analysieren und das städtische Rechnungswesen zu modernisieren. Ich denke, den dafür engagierten Professoren darf etwas zugetraut werden und die GPK verspricht sich einiges von diesen Untersuchungen. Mehr möchte ich zum Finanzplan nicht sagen. Die GPK hofft, dass die Untersuchungen bereits nächstes Jahr Früchte tragen und der nächste Finanzplan realistischer ausfällt.

Noch ein paar Worte zur Investitionsplanung: Für die Verwaltung sind CHF 21 Mio. Investitionen budgetiert, der Realisierungsgrad liegt bei 70%. Für die Spezialfinanzierungen gilt, dass der Gesamumfang der Entnahmen die zur Verfügung stehenden Mittel nicht überschreiten darf. Der Bogen darf nicht überspannt werden und es darf nicht mehr ausgegeben werden, als vorhanden ist. Kurz zusammengefasst: Der GPK ist wichtig, dass der Gemeinderat trotz der angespannten Finanzlage das Investieren nicht vernachlässigt und sich weiterhin dem Leitsatz "sparen und investieren" verschreibt!

**Nicati Alain, au nom du Groupe Forum:** Je ne suis pas d'accord avec ce document. Il n'est pas possible, qu'une planification financière constate des pertes, année après année et tout cela ne s'arrêtera, que lorsqu'il n'y aura plus d'argent à disposition. Cette planification financière ne remplit ni son rôle, ni son but. Si la Ville de Bienne était une grande entreprise, un grand commerce par exemple, il faudrait revoir le plan des ventes dans son entier, afin de présenter une stratégie, qui concerne la clientèle. Ici, le Conseil municipal ne peut pas simplement se contenter de dire: voilà une planification financière, prenez-en connaissance, c'est comme cela et il faudra voir comment procéder! Hier, le budget a été adopté par le Conseil de ville, il convient désormais d'établir une planification financière. Il est important, que ces deux affaires soient réalisées en même temps. Dès lors, il faut commencer la planification financière pour 2014, sans attendre jusqu'au mois d'octobre, ce qui ne laissera plus que deux mois et demi pour établir une planification correcte.

S'agissant de la question de l'augmentation des impôts, cette solution est, à mon avis, une réponse de facilité, mais ce n'est pas par là qu'il faut commencer. Il y a certainement encore des quantités de domaines qui peuvent être repris, en abaissant les coûts. Il n'est pas possible de faire autrement et de vivre à Bienne avec une planification financière, qui prévoit de perdre chaque année 30 mio. fr., dont la Ville ne dispose pas. Cela ne tient tout simplement pas la route. Il y a certainement d'autres possibilités. C'est un travail, que seule l'Administration peut faire. C'est uniquement le personnel de l'Administration, qui peut juger si certaines des tâches qu'il accomplit, peuvent être réalisées ou pas, à un coût moins élevé et dans quelles postes il est possible d'engranger plus de réserves. Le problème reste le même du côté des coûts, que du côté des bénéfices. Peut-on gagner davantage ici ou là? Cela tient pratiquement du miracle. Je ne peux pas malheureusement vous donner des recettes, mais il convient de tous s'y mettre, car il n'y a tout simplement pas le choix. Il faut que l'Administration puisse élaborer une planification financière, qui théoriquement ne devrait pas présenter de déficit et si tel devait être la cas, un déficit qui reste acceptable, mais certainement pas un déficit de 30 mio. fr.! Jusqu'à ce jour, le Conseil municipal n'a rien fait d'autre, que de prendre connaissance de ces planifications financières. Mais, il ne s'agit pas uniquement de prendre connaissance, il convient également, que le Conseil municipal fasse des propositions d'amélioration au Conseil de ville. Il est possible, que ces propositions ne puissent pas toutes être

réalisées, mais il est important de faire un pas en avant. C'est pour cette raison, que le Groupe Forum propose de fixer un premier délai de réalisation, au mois d'avril de l'année prochaine. Le Conseil municipal est prié, pendant les quatre premiers mois de l'année prochaine, de lister les postes importants, où une réévaluation des tâches pourrait être faite. Ainsi, en avril, le Conseil de ville pourra prendre connaissance de cette liste.

Personnellement, lorsque je reçois un rapport d'une ou deux pages pour un objet, qui peut être résumé en une demie page, je me dis qu'il y a peut-être moyen de faire des modifications, moins d'explications et moins de terminologie, pour arriver plus rapidement au but escompté. Certaines personnes vont probablement soutenir, que la Ville n'est pas un commerce et c'est vrai. Cela sera difficile, mais la Ville de Bienne doit devenir une locomotive du futur pour la région, pour les commerces et pour ses habitant(e)s. Ceci ne peut pas être réalisé, si l'exercice est bouclé avec une perte de 30 mio. fr. Essayons donc de réduire les coûts et de trouver davantage de sources de profit et voyons, en avril, où en est cette quête, afin de pouvoir planifier le budget de l'année prochaine. Cet exercice peut être réalisable, si dès demain l'Administration se lance dans les procédures à étudier, afin que Bienne reste une locomotive du futur.

**Isler Peter, Fraktion SP:** Ich glaube, was den Finanzplan anbelangt sind alle ungefähr gleicher Meinung. Er ist kein einfach zu verdauendes Dokument, ja es kann sogar die Frage gestellt werden, wieviel Sinn dieser Finanzplan macht. Sicher macht er Sinn für den Gemeinderat, ich weiss aber nicht, ob er in der vorliegenden Form auch für den Stadtrat Sinn macht. Es ist jedoch ganz klar, dass der Gemeinderat eine Finanzplanung braucht. Er muss das Dokument jedes Jahr à jour bringen, weil es ihm erlaubt, die nötigen Massnahmen einzuleiten. Darüber wurde gestern genügend gesprochen. Es ist meines Erachtens ganz klar: die (Finanz-)Spezialisten sitzen nicht im Stadt-, sondern im Gemeinderat. Der Gemeinderat, die Finanzdirektion und ihre Mitarbeitenden sind dazu verpflichtet, das vorliegende Dokument auf einen brauchbaren Stand zu bringen. Der Stadtrat nimmt das Dokument lediglich zur Kenntnis. Vielleicht kann der Stadtrat allerdings dem folgenden Jahr mit etwas mehr Zuversicht entgegensehen, wie Herr Nicati richtig sagte. Der Stadtrat möchte, dass es der Stadt gut geht und die Lebensqualität weiter ansteigt. Ich finde, "une locomotive pour la région" ist eine sehr schöne Umschreibung, die der Fraktion SP gefällt, wie ich das gestern auch versucht habe, hervorzuheben. Ich glaube dem Gemeinderat, wenn er sagt, dass er nicht wesentlich mehr einsparen kann und es nicht darum gehe, einzelne Stellen zu überdenken oder zu optimieren. Wenn der Gemeinderat aber sagt, er könne nicht wesentlich mehr einsparen, ausser er sehe harte Sparmassnahmen vor, dann glaube ich ihm auch das! Deshalb verstehe ich beispielsweise die Voten der GLP auch nicht ganz, wonach der Gemeinderat seine Aufgabe nicht gemacht habe, weil mehr gespart werden könne und es nicht stimme, dass es jetzt ans Eingemachte gehe, sie deshalb das Budget ablehnten. Solche Aussagen finde ich relativ respektlos. Ich komme zurück zur Finanzplanung und möchte vom Finanzdirektor gerne erfahren, wie er gedenkt, den Finanzplan zu verbessern, um ihn zu einem wirksamen Instrument umzufunktionieren.

**Grupp Christoph, Fraktion Grüne:** Ich möchte mich etwas weniger zum Finanzplan an sich äussern, sondern vielmehr ein paar Überlegungen zu den Investitionen anstellen. Was die Finanzplanung anbelangt, schliesse ich mich meinen VorrednerInnen an... Von einem Dokument, welches für die nächsten Jahre jeweils

einen Aufwandüberschuss von CHF 30 Mio. und mehr prognostiziert, wissen alle, dass es so nicht zutreffen wird - zumindest hoffen wir das. Meine Fraktion weiss aber, dass jedes Jahr viel Arbeit hinein gesteckt wird, dass es nicht so herauskommt! Wenn es aber jedes Jahr so gemacht wird, ist diese Finanzplanung für den Stadtrat in der Tat wenig hilfreich.

Nun aber zu den Investitionsrechnungen. Zu ihnen wurde noch nicht viel gesagt, obwohl diese wichtig sind, wenn auch nicht besonders übersichtlich dargestellt. Immerhin ist das Dokument dank der vorgenommenen Priorisierungen für mich um einiges nachvollziehbarer geworden als noch vor zwei, drei Jahren. Es lohnt sich, die Investitionen etwas genauer anzuschauen, denn aufhören zu investieren ist wie (bildlich gesprochen) aufhören zu atmen. Biel budgetiert rund CHF 22 Mio. Investitionen über die reguläre Rechnung. Im vorliegenden Dokument heisst es zwar "Verwaltung", aber eigentlich geht es immer um Investitionen ins Verwaltungsvermögen - zumindest ist davon auszugehen, dass allfällig andere Investitionen nur gering sind. Die Frage ist somit vielmehr, aus welchem Topf das Geld stammt. Diese CHF 22 Mio. können entweder fremdfinanziert sein, dem Eigenkapital oder der laufenden Rechnung entnommen werden. Allein CHF 47 Mio. sollen den Spezialfinanzierungen entnommen werden. Das vorliegende Dokument enthält listenweise kleinere Investitionen im sechsstelligen Bereich. Es enthält aber auch ein paar grosse Brocken, zu denen es sich lohnt, ein paar Überlegungen anzustellen.

So wird beispielsweise für die Sanierung der KITA Zukunft im 2013 CHF 1 Mio. veranschlagt. Für den Neubau der Brücke über die SBB-Geleise hat der Stadtrat erst kürzlich einen Verpflichtungskredit bewilligt, daneben weitere Bauvorhaben in den Schulen oder für den Strassenunterhalt. Allein für diese Projekte sind ungefähr CHF 10 Mio. vorgesehen. Allein die Schulanlage Walkermatte ist mit CHF 2,2 Mio. ein grösserer Brocken. Insgesamt ergeben all diese kleineren Projekte zusammen einen Betrag von ungefähr CHF 15 Mio.. Mittels Spezialfinanzierungen alleine sollen zudem 2013 rund 11 Mio. in Schulhäuser investiert werden. Dies natürlich immer auf Grundlage der entsprechenden Stadtratsbeschlüsse. Je CHF 4 Mio. sind für die Entwicklung und Planung des Gygax-Areals budgetiert. Für die Realisierung der Esplanade sind CHF 3,5 Mio. vorgesehen. Die Seeufergestaltung Beau-Rivage für CHF 8'998'000 wurden gestern Abend vom Stadtrat bewilligt. CHF 2,2 Mio. sind für die Bahnstation Bözingenfeld vorgesehen - auch dieses Geschäft vom Stadtrat erst kürzlich bewilligt. Zudem sind CHF 19 Mio. für die Stades de Bienne vorgesehen, ein Betrag, der alle anderen Beträge in den Schatten stellt!

Sicher kann grundsätzlich zwischen unausweichlichen Investitionen und Investitionen im Bereich "Nice to have" unterschieden werden. Ich möchte nicht behaupten, die Sportstadien seien grundsätzlich "nice to have". Es kommt sicher auf deren Grösse und Ausbaustandard an. Die Stadt kann sich nicht von diesem Projekt verabschieden, weil sie vertraglich gebunden ist - zumindest sofern die Bauarbeiten vor Ende Jahr tatsächlich beginnen. Das einzige, was getan werden kann, ist genau hinzuschauen, damit nicht einfach alles erdenklich Wünschbare realisiert wird. Die Wunschliste der Sportvereine dürfte fast unendlich lang sein. Teilweise sind ihre Forderungen sicher gerechtfertigt, zu einem gewissen Teil wohl aber auch weniger, weil es eben um Wünschbares geht. Es gilt, genau darauf zu achten, dass im Innenausbau nur das Notwendige und Sinnvolle gebaut wird. Hier gilt es, genau hinzuschauen und ich



denke, das ist auch eine wichtige Aufgabe der Begleitkommission. Ich werde in dieser meine Verantwortung wahrnehmen.

Das Gleiche gilt im Übrigen auch für die Sanierung der Schulanlagen. Stadt- und Gemeinderat müssen gemeinsam dafür sorgen, dass diese Sanierungen in einem sinnvollen und nicht in einem luxuriösen Rahmen erfolgen. Mir liegen nach wie vor noch die CHF 33 Mio. in den Knochen, die der Stadtrat für die Schulanlage Châtelet inklusive Turnhalle und diverse Nebenlokale sprach. Natürlich zeigen sich solche Ausgaben langsam in der Investitionsrechnung. In den nächsten Jahren wird der Stadtrat schauen müssen, wie solche Investitionen weiterhin finanziert werden können. Ich danke dem Gemeinderat für die ausführliche Berichterstattung. Der Stadtrat wird weiterhin eine wichtige Aufgabe inne haben und die Realisierung künftiger Investitionen kontrollieren müssen.

**Güntensperger Nathan, Fraktion GLP:** Ich möchte nochmals kurz auf die gestrige Budgetdebatte zurückkommen. Der Finanzdirektor sagte gestern, das Budget werde kurzfristig nicht besser ausfallen, wenn es abgelehnt würde. Das stimmt. Nur: das Gleiche wurde schon letztes und vorletztes Jahr gesagt! Die Fraktion GLP hat daraufhin sichtbare Massnahmen zur Reduzierung des Defizits erwartet. 2010 schuf der Stadtrat unter Führung der SP und der Grünen insgesamt 17,1 Stellen. 2011 waren es nochmals 6,8 - notabene nicht nur vom Stadtrat verlangte, sondern auch vom Gemeinderat vorgeschlagene. Ein Grossteil dieser Stellen wird aus dem Lastenausgleich bezahlt und damit komme ich wieder auf dieses ungeliebte System zu sprechen. Der Gemeinderat hat es an die Hand genommen abzuklären, wie auch das Budget über dieses System gesteuert werden könnte, damit Biel beim FILAG möglichst gut wegkommt. Das ist gut und recht. Es zeigt aber auch, wie wohl alle Gemeinden im Kanton Bern funktionieren. Alle wollen nämlich möglichst stark von diesem System profitieren, ohne allerdings viel einzahlen zu müssen. In den Augen der Fraktion GLP sitzt genau dort der Hase im Pfeffer. Die Finanzen sollten in einem grösseren Zusammenhang gesehen werden als nur aus Sicht der Stadt oder einer Gemeinde. Wenn nämlich alle damit aufhören würden, solche "Gratisstellen" zu schaffen, würde auch die Belastung für alle kleiner. Deshalb wünscht sich die GLP, dass auch bei den Stellen, die dem Lastenausgleich unterliegen, nicht Halt gemacht wird. Anstatt, dass der Gemeinderat wie auch andere Gemeinden den Steuerfuss erhöhen, würde ich mir wünschen, dass er sich bei den anderen Gemeinden dafür einsetzt, dass möglichst keine neuen, lastenausgleichsberechtigten Stellen mehr geschaffen werden, sondern vielmehr, wo dies möglich ist, solche reduziert werden, auch wenn es dadurch weniger Geld vom Kanton gibt! Hier könnte die Stadt mit gutem Beispiel voran gehen. Dann würde das System langfristig auch nicht kippen. Wir alle bezahlen bereits mehr als genug Steuern im Kanton Bern! Die zukünftigen Zahlen sind jedenfalls nicht sehr erbaulich. Vielleicht wird die Stadt tatsächlich auch bei den Investitionen zurückbuchstabieren müssen.

Mit der neuen Zusammensetzung von Stadt- und Gemeinderat im nächsten Jahr hat Biel vielleicht noch die Chance, auf den Pfad der Tugend zurückzukehren. Gestern verhielt sich der Stadtrat aus Sicht der Fraktion GLP jedenfalls schon einmal richtig. Er lehnte die diversen Anträge zur Erhöhung von Ausgaben ab. Schade, dass er das nicht auch schon in den vergangenen zwei Jahren getan hat.

**Scherrer Martin, Fraktion SVP/Die Eidgenossen:** Die Fraktion SVP/Die Eidgenossen schaut den Finanzplan jedes Jahr an, auch wenn er eigentlich immer gleich aussieht: ein negatives Ergebnis im laufenden Jahr und rabenschwarze Zahlen in den Folgejahren. Folgt dann das nächste Budget, ist es dann nicht mehr so schlimm, aber es wird immer noch ein negatives Ergebnis ausgewiesen. Aus diesem Grund stellt die Fraktion SVP/Die Eidgenossen immer wieder die Frage, wie seriös diese Finanzplanung tatsächlich ist, respektive wieviele Sparbemühungen bereits eingeflossen sind. Für uns sieht die Finanzplanung mehr wie ein Wunschkonzert aus. Ich wäre froh, wenn der Finanzdirektor erläutern könnte, wieviele Sparbemühungen bereits in die Finanzplanung eingeflossen sind. Aus unserer Sicht sind keine erkennbar. Vermutlich wird der jetzige Gemeinderat erläutern, dass er diese Aufgabe dem neuen Gemeinderat überlassen wolle. Erfreulich ist das nicht! Eines kann ich garantieren: wenn das Budget nächstes Jahr in einer ähnlichen Grössenordnung negativ ausfallen wird, dann wird es nicht nur mehr Gegenstimmen geben, sondern angesichts der neuen Mehrheitsverhältnisse im Stadtrat auch scheitern. Der Gemeinderat tut also gut daran, am nächsten Budget zu arbeiten und ein deutlich besseres Budget zu präsentieren, als der Finanzplan dies heute vorsieht. Die Fraktion SVP/Die Eidgenossen nimmt den Finanzplan zur Kenntnis, ist aber natürlich nicht erfreut ab den vorgelegten Zahlen.

**Sutter Andreas, Fraktion BVP:** Die Fraktion BVP erachtet eine Finanzplanung als ein wichtiges Instrument. Aus Sicht meiner Fraktion widerspiegelt das vorgelegte Dokument dies nicht. Text und Zahlen weisen eine gewisse Diskrepanz auf. Der Gemeinderat ist daher gut beraten, heute sehr gut zuzuhören. Gestern wurde nämlich verschiedentlich gesagt, der Trend zu einem immer schlechteren Budget könne, zumindest kurzfristig, nicht korrigiert werden. So könne der Stellenplan nicht einfach heruntergefahren werden, weil dies im Folgejahr keine Wirkung zeitige und somit keinen Einfluss auf das Budget habe. Es müsste vielmehr längerfristig geplant werden. Im Bericht wird zudem gesagt, dass dem vorliegenden Finanzplan eine Finanzstrategie zugrunde liege. Das kann so nicht sein! Betrachtet man die vorgelegten Zahlen, weichen diese nämlich eklatant von der Finanzstrategie ab. Letztere sieht bereits ab 2013 nur noch ein minimales Defizit und danach eine ausgeglichene Rechnung vor. Die vorliegende Finanzplanung wiederum zeigt ein massives (und zunehmendes) Defizit von CHF 30 Mio. auf, widerspricht also den Aussagen im Bericht.

Eine weitere Diskrepanz sieht die Fraktion BVP darin, dass der Gemeinderat offenbar vermutet, dass mit der vorliegenden Finanzplanung noch kein Bilanzfehlbetrag entsteht. Ich zweifle diese Vermutung an. Sieht man, dass während dreier aufeinander folgenden Jahren ein massives Defizit erwartet wird, dürfte dies schon langsam an die Substanz gehen. Ich kann mir durchaus vorstellen, dass gegen Ende der vorliegenden Finanzplanung ein Bilanzfehlbetrag entstehen könnte. Der Kanton empfiehlt denn auch, eine Finanzplanung über fünf bis acht Jahre vorzusehen. Würde die Stadt Biel nun tatsächlich eine Finanzplanung bis 2020 erstellen, könnte die Behauptung so nicht mehr aufrecht erhalten werden. Es wäre diesfalls nämlich davon auszugehen, dass die schlechten Zahlen der Vorjahre die nachfolgenden Planungen negativ beeinflussten. Damit könnte die Stadt durchaus in Konflikt mit den Art. 64 und 65 der Gemeindeverordnung (BSG 170.111) geraten. Sie müsste diesfalls aufzeigen, wie die Bilanzfehlbeträge kompensiert werden können. Das würde wiederum Mittel bedingen, also oszillierende Massnahmen irgendwo zwischen Steuererhöhung und

Stellenabbau. Das ist aber zu einfach! Die hohe Kunst einer Finanzplanung besteht darin, dass das Tabuthema Steuererhöhung erwogen wird, ebenso wie ein Stellenabbau. Zwischen diesen Polen gibt es aber auch noch andere Ansprüche, beispielsweise diejenigen der Industrie oder von investitionswilligen Bieler Unternehmen. Diese sind vermutlich weniger am Steuerfuss interessiert, als an funktionierenden Behörden. Für sie wäre es beispielsweise nachteiliger während eines Jahres keine Bau- oder Umbaubewilligung zu erhalten, als aufgrund eines höheren Steuerfusses mehr Steuern zahlen zu müssen. Zudem ist der Steuerfuss für juristische Personen ja sowieso nicht sehr hoch. Das Abwägen dieser Ansprüche ist die hohe Kunst einer Finanzplanung. Dies vermisst die Fraktion BVP im vorliegenden Dokument.

**Pichard Alain, GLP:** Ich möchte auf das Votum von Herrn Isler antworten: Respektlosigkeit ist auch ein Teil der politischen Debatte! Gerade die JungsozialistInnen Schweiz mit ihrem Ex-Präsidenten Cédric Wermuth zelebrieren das immer wieder. Anscheinend gilt dies aber nur für sie und es ist etwas anderes, wenn die Respektlosigkeit von unserer Seite kommt. Ich finde es auch respektlos, wenn beispielsweise Herr Hügli am Rednerpult sagt, es gehe ihm um die Menschen. Vielleicht kann er sich nicht vorstellen, dass es denjenigen, die das Budget ablehnen auch um die Menschen geht? Es ist einfach eine andere Sichtweise. Genauso kann man eine unterschiedliche Sichtweise dazu haben, wie eine Gesellschaft oder eine Stadt funktioniert. Wenn ich beispielsweise die Fachstelle Integration Kindergarten ablehne, bin ich nicht zwingend gegen die Integration von AusländerInnen. Es heisst lediglich, dass ich die Ansicht vertrete, dass dieses Geld besser anderswo eingesetzt werden könnte. Das wollte ich auch Herrn Wiederkehr sagen: Helfen Sie uns beim Abbau dieser Stelle, dann helfen wir ihnen beim Aufbau der von Ihnen geforderten Stelle. Das ist ein schwieriger Aspekt. Ich denke, der Finanzdirektor muss am Runden Tisch in dieser Hinsicht mehr Brücken bauen. Mich interessiert das, denn Biel liegt mir am Herzen. Ich kann Ihnen sagen, ich habe meine Erfahrungen im Ruhrgebiet gemacht! Ich weiss, was es heisst, wenn Gemeinden plötzlich pleite sind. Deshalb finde ich es besser, vorzusorgen. Wichtig ist auch der Umgang miteinander und dass man sich in die Augen schauen kann.

Zur Homepage: Herr Freuler sagte, es handle sich um eine Peanuts-Debatte. Klar ist, dass zuviel Erdnüsse ungesund sind. Wenn man vor dem Fernseher eine Erdnuss isst, geht das in Ordnung. Wenn man aber 50 isst, ist dies weniger gut. Umgekehrt proportional ist es auch bei der Peanuts-Diskussion. Nur ein Peanut bringt noch nicht viel, 50 aber vielleicht schon. Wenn nun bereits beim ersten Peanut die Moralkeule geschwungen und gesagt wird, dies sei verboten, hört man auf Peanuts zu essen - oder auch Peanuts zu produzieren. Ich denke, es sollte sachlich und vernünftig angeschaut werden, was möglich ist. Ich behaupte nicht, dass alles, was ich sage, machbar und sinnvoll ist. Darüber sollte man aber diskutieren dürfen. Auch wenn die Fraktion GLP gestern etwas flach herausgekommen ist, sie ist an einer absolut lebendigen und guten Stadt interessiert und wird selber dazu beitragen. Ich persönlich schliesse eine Steuererhöhung nicht aus, wenn sie zu einer Verbesserung der Situation beiträgt. Es gilt nun aber, zusammen einen Weg zu finden. Ich bin überzeugt, dass das möglich ist, denn die Zitrone ist meines Erachtens noch nicht ganz ausgepresst. Sehr viele Abläufe können noch angeschaut werden, aber das können wir vermutlich nur alle zusammen schaffen.

**Baltzer Niklaus, SP:** Ich möchte ein paar der geäusserten Argumente aufgreifen. Mit dem Votum von Herrn Nicati habe ich etwas Mühe. Er sagte, der Gemeinderat müsse nun endlich handeln. So wie ich es gestern verstand, verlangte der Gemeinderat aber hierfür endlich politische Entscheide. Politischer Entscheidungsträger ist aber der Stadtrat. Insofern müsste also Herr Nicati selber oder sonst ein Stadtratsmitglied konkrete Vorschläge für Budgetkürzungen einbringen. Bisher sind aber erst Vorschläge von Herrn Pichard bekannt - und bei diesen handelt es um "Peanuts". Erst die Diskussion wird zeigen, ob die zur Streichung beantragten Stellen tatsächlich so sinnlos sind, wie Herr Pichard es einschätzt. Das ist aber eine politische Diskussion und Entscheidung. Einfach zu sagen, der Gemeinderat müsse jetzt handeln und über die politischen Aspekte gar nicht diskutieren wollen, bringt nichts. So wird nur der Ball hin- und hergespielt. In diesem Sinn gehe ich mit Herrn Pichard einig.

Ich möchte noch einen anderen Punkt aufgreifen. Gestern wurde von Herrn Güntensperger gesagt, nun sollten endlich die Ausgaben der Höhe der Einnahmen angepasst werden. Für mich heisst liberal zu sein durchaus, dass die Ausgaben gleich hoch sein sollen wie die Einnahmen. Diese Überlegung ist wichtig. Ich nehme für mich auch ein bisschen in Anspruch, liberal zu sein. Ich finde aber, der Stadtrat muss sich grundsätzlich überlegen, für welche Dienstleistungen Ausgaben getätigt werden sollen. Diese Diskussion muss erst noch geführt werden. Dabei darf der Stadtrat durchaus darauf achten, ob die Stadt diese Dienstleistungen auch effizient erbringt. Das ist für mich der wahre liberale Ansatz. Erst am Schluss der Überlegungen muss dann darüber befunden werden, ob die Einnahmen oder Ausgaben oder gar beide angepasst werden sollen.

Rückblickend auf das Votum von Herrn Nicati ist mir noch eingefallen, welche meines Erachtens vernünftige Frage er zum Finanzplan sinnvollerweise noch hätte stellen sollen. Ich mache dies nun nachträglich in seinem Namen: Aus dem Finanzplan ist ersichtlich, dass die Personalkosten bis 2016 von 18,9% auf 20,6% ansteigen sollen (darauf hat mich übrigens mein Sitznachbar hingewiesen, es ist also nicht eine Erfindung meinerseits). Ich hätte nun an Stelle von Herrn Nicati im Rahmen der Budgetdiskussion gefragt, warum die Personalkosten prozentual ansteigen? Welche Überlegung steckt dahinter, dass Personalkosten prozentual ansteigen und dies erst noch bei immer höheren Budgets? Somit handelt es sich eigentlich um einen doppelten Kostenanstieg, bei den Personalkosten zwar nicht um viel, aber zweimal um einen kleinen Betrag gibt eben schon wieder mehr... Solche politische Fragen hätten dem Gemeinderat gestellt werden sollen, denn diese hätten uns vielleicht weiter gebracht...

Zum Schluss komme ich nochmals auf die Fraktion GLP zurück: Sie warf dem Stadtrat die (unter anderem kantonalen) Stellenschaffungen der letzten beiden Jahre vor. Ich gebe zu, dass im Bereich Tagesschulen relativ viele Stellen geschaffen wurden. Ich finde aber, dass Tagesschulen für die Gesellschaft eine wichtige Aufgabe wahrnehmen. Wird die Ausgabenseite daher näher angeschaut, muss auch überlegt werden, welche Erwartungen an den Staat gestellt werden. Wenn eine Mehrheit des Stadtrates der Ansicht ist, dass Tagesschulen etwas Vernünftiges sind, dann gilt es, diese auch zu finanzieren. Zum Glück wurde signalisiert, dass eine gewisse diesbezügliche Bereitschaft besteht...

**Hügli Daniel, SP:** Gestern Abend stellte Herr Pichard vor allem Fragen, lieferte aber keine Antworten. Der grosse Unterschied zwischen ihm und der SP ist, dass die SP Antworten für alle Menschen in Biel sucht und nicht nur für Lehrpersonen. Ich hoffe, dass der Stadtrat in der nächsten Legislatur in diesem Sinn zusammenarbeiten kann und für alle BielerInnen Lösungen und Antworten für die Zukunft findet.

**Bösch Andreas, Grüne:** Ich möchte eine Lanze für die Finanzplanung brechen: Für mich (wie auch für Herrn Sutter) ist dieses Dokument sehr wichtig. Es gibt einen Einblick, wie die Zukunft aussehen könnte und enthält wichtige Zahlen. Mir ist klar, dass diese Planzahlen nicht alljährlich auf vier Jahre hinaus bis auf die Kommastelle genau erfasst werden können. Für mich ist hingegen wichtig, dass das Augenmerk auf das nachfolgende Jahr gerichtet wird. Ich bin daher etwas enttäuscht, wenn von gewissen Kreisen gesagt wird, sie würden dieses Dokument gar nicht mehr richtig anschauen, weil sie ja bereits wüssten, was darin stehe: immer mehr Ausgaben und ein immer aufgeblasener Staat. Wer die Zahlen genau studiert, kann daraus ersehen, dass die Kosten aufwandseitig eher sinken, dass aber - und das ist das grosse Problem - der Ertrag abnimmt. Das grosse Problem ist also nicht, dass die Verwaltung immer mehr und exorbitant höhere Ausgaben tätigt, sondern, dass die Einnahmen immer mehr sinken. Es gilt daher, Wege zu finden, wie mit diesem Problem umgegangen werden kann.

**Freuler Fritz, Grüne:** Ich habe gut zugehört und teile die Sorge um die städtischen Finanzen. Was das Budget 2013 anbelangt, ist die Sorge sicher kleiner, weil die Stadt noch Eigenmittel in der Höhe von CHF 50 Mio. hat und das Defizit CHF 10 Mio. beträgt. Das ist vertretbar. Die Zukunft bereitet mir aber Sorgen. Heute habe ich erfahren, dass auf Bundesebene mit mehreren CHF 100 Mio. Steuerausfälle gerechnet wird, da HauseigentümerInnen die Renovation ihrer Liegenschaften von den Steuern abziehen können. Auch ich profitiere davon. Ich muss deutlich weniger Steuern zahlen, weil ich mein Wohnhaus isoliert habe (womit ich dem Argument vorbeugen möchte, ich sei ein Neider...). In den letzten Monaten wurden aber aufgrund des Steuerwettbewerbs x-fach die Unternehmenssteuern gesenkt, zuletzt in Genf. Auch der Lastenausgleich wurde in dieser Stadtratsdebatte bereits vielfach erwähnt. Solche Steuersenkungen wirken meines Erachtens ähnlich wie ein Lastenausgleich. Der Presse sind immer wieder Meldungen über Entlassungen zu entnehmen, Betriebe die ihre Angestellten auf die Strasse stellen. All das hat Auswirkungen auf die Sozial-, die Arbeitslosen-, unter Umständen später auch auf die Invalidenversicherung. Immer wieder kommt es zu Revisionen. Die Lasten werden immer wieder umverteilt, bis sie am Schluss bei den Gemeinden anfallen. Der Finanzdirektor fragte gestern, was die Stadt dagegen unternehmen kann. Vergleicht man den durchschnittlichen Personalaufwand der Stadt Biel mit Bern, Thun oder Köniz, liegt dieser mit 19% des Gesamtaufwandes gut unter dem Mittelwert von 22,3%. Auch beim Sachaufwand liegt Biel mit 11,5% des Gesamtaufwands um mehr als 2% unter dem Durchschnittswert der erwähnten Gemeinden. Folglich kann dort kaum Sparpotenzial mehr gefunden werden. Betrachtet man aber die Entwicklung bei den Passivzinsen und Abschreibungen, kann festgestellt werden, dass Biel bereits heute überdurchschnittlich abschneidet, was angesichts der anstehenden Grossprojekte zu einem Problem werden könnte. Damit komme ich auf die Frage meines Vorredners zurück: Wer fällt die politischen Entscheide zu diesen Investitionen? Biel wird nicht darum herum kommen, die Einnahmeseite zu verbessern.

Noch zur Fraktion SVP/Die Eidgenossen: Ich nehme doch stark an, dass auch sie hinter der Bundesverfassung steht. Art. 12 der Bundesverfassung hält nämlich fest, dass *"wer in Not gerät und nicht in der Lage ist, für sich zu sorgen, hat Anspruch auf Hilfe und Betreuung und auf die Mittel, die für ein menschenwürdiges Dasein unerlässlich sind."* Ich nehme an, dieser Artikel wird von ihnen nicht bestritten. In diesem Sinn sollten Sie auch die auf uns zukommenden Lasten weiterhin mittragen.

**Pichard Alain, GLP:** Herr Baltzer trifft genau den Punkt, zu jeder seiner Aussagen konnte ich nicken. Für mich ist tatsächlich beispielsweise der Mittagstisch vordringlich. Auch die Bevölkerung steht übrigens hinter diesem Anliegen. Wenn aber die Mittagstische realisiert werden sollen, kommen auch gewaltige Ausgaben auf die Stadt zu. Diese müssen andernorts wieder hereingeholt werden. Aus meiner Froschperspektive heraus denke ich, dass dies zum Beispiel bei der Jugendarbeit sein könnte. Die Stadt kann einfach nicht alles finanzieren, weshalb die Fraktion GLP wohl Abbaumassnahmen vorschlagen wird, um eine politische Diskussion darüber zu ermöglichen. Zu den Themen Respekt und Stellenschaffungen möchte ich noch Folgendes sagen: die Fraktion GLP lehnte die Integrationsfachstelle damals ab. Diese Stelle wurde damals von der Ratslinken eingeführt. Respekt hat die Fraktion GLP auch bewiesen, als sie die Stelle nicht bereits nach einem Jahr abschaffen wollte. Eine Mehrheit des Stadtrates wollte damals eine Integrationsfachstelle. Die Fraktion GLP reichte aber ein Postulat ein, welches die Leitungsstelle Sozialarbeit überprüfen will. Der eine oder andere Vorstoss wird noch folgen. So kann in aller Ruhe darüber diskutiert werden und nicht heute, während der Budgetdebatte. Die Fraktion GLP wird aber sorgfältig alles prüfen und vorbringen, aber sicher nicht in der Budgetdebatte. Ich hoffe, im Interesse eines guten Dialogs, dass dies am besten vorgängig an einem Runden Tisch vorbesprochen werden kann. Es sollte sich aber nicht jeweils gegenseitig Sozialabbau und ähnliches vorgeworfen werden, so zumindest mein Wunsch. Kann dies so gemacht werden, glaube ich, dass die Finanzstrategie wieder auf Kurs kommen kann.

**Isler Peter, SP:** Es ist doch gut, wenn im Stadtrat einmal über Respekt gesprochen wird. Auch ich finde, dass man respektlos sein und in der politischen Debatte auch einmal auf den Tisch klopfen darf. Ich vergass noch zu sagen, dass ich es nicht respektlos finde, das Budget abzulehnen. Das ist absolut eine Option und ich versuchte gestern klarzumachen, dass die Fraktion SP lange darüber sprach, ob sie das tun soll. Einem Stadtratsmitglied kann auch nicht ein Schulhausbau für CHF 33 Mio. vorgelegt und dann verboten werden, diesen abzulehnen. Selbstverständlich kann ein Projekt immer abgelehnt werden! Genauso kann einem Stadtratsmitglied nicht ein Budget mit einem Defizit von über CHF 10 Mio. vorgelegt und verlangt werden, dass dieses nicht zurückgewiesen oder abgelehnt werden darf. Das ist Unsinn! Übrigens: Auch was Herr Güntensperger vorhin sagte, fand ich nicht respektlos. Ich finde es nur respektlos, wenn die Kompetenz des Finanzdirektors und seiner Mitarbeitenden in Frage gestellt wird!

Der Runde Tisch ist natürlich auch im Zusammenhang mit der gestrigen Debatte ein Thema. Genau wie Herr Pichard stelle auch ich mir vor, dass am Runden Tisch Wünsche und Streichungsvorschläge eingegeben und besprochen werden können. So kann das Budget entsprechend erarbeitet werden. Ich glaube nicht, dass der Finanzdirektor das vorliegende Budget entgegen der Meinung der Mitglieder des

Runden Tisches erarbeitet hat, er hat es mit ihnen erarbeitet. Es gilt, dies zu lernen - wenn ich dann auch nicht mehr dazugehören werde, bin ich mir doch sicher, dass der Stadtrat das kann. Ich bin auch froh über das Bekenntnis von Herrn Pichard zu Biel. Wir sind alles BielerInnen. Ich werde zwar jeweils ausgelacht, wenn ich mit meinem "Züritütsch" sage: "Ich bin ein Bieler", aber ich bin nun mal einer...

**Fischer Pascal, Die Eidgenossen:** Natürlich kennen Die Eidgenossen den von Herrn Freuler erwähnten Artikel der Bundesverfassung. Wir sind denn auch nicht gegen Nothilfe für arme oder in Not geratene Personen. Ganz sicher aber sind wir dagegen, das Leben von Personen zu vergolden, die nicht am öffentlichen Leben teilhaben. Betrachtet man das Verhältnis von Steuereinnahmen und Wohnbevölkerung geschieht jedoch genau das. Solche Personen werden nach Biel geholt und das können wir nicht unterstützen und das ist auch die Aufgabe der Eidgenossen.

**Kaufmann Stefan, FDP:** Haben Sie gewusst, dass unter den Kantonen im Sozialbereich auch Beträge von CHF 8.70 oder CHF 9.15 gegenseitig ausgeglichen werden? Ich habe mir überlegt, was dies auf kantonaler Ebene kostet, zumal dies noch ungefähr 4 Unterschriften braucht... Macht Biel das auch? Hat Biel auch solche Abläufe ohne klaren Sinn? Ich weiss es nicht, aber ich vermute es. Ich vermute, dass es in jeder Verwaltung und in jedem verwaltungsnahen Betrieb solche Abläufe gibt, die nicht sinnvoll sind, aber viel kosten und nichts bringen. Deshalb bin ich auch überzeugt davon, dass Vorschläge, die am Runden Tisch diskutiert werden sollen, aus der Verwaltung kommen müssen. Den Runden Tisch finde ich, wie bereits gestern gesagt, ein gutes Instrument. Die Stadtratsmitglieder erkennen solche Abläufe nur dann, wenn ihnen die Verwaltung Einblick gewährt. Ansonsten haben sie keine Ahnung. Deshalb müssen die Vorschläge aus der Verwaltung kommen, wobei selbst Tabuthemen wie Steuererhöhung oder Stellenabbau nicht ausgelassen werden dürfen. Diese Vorschläge müssen dann am Runden Tisch diskutiert werden. Selbstverständlich sollen die Fraktionen ihre Ideen auch einbringen können. Vorschläge für die Verbesserung von Abläufen müssen aber von der Verwaltung und vom Gemeinderat eingebracht werden.

Was die Millionen-Steuer ausfälle anbelangt, die dadurch entstehen, weil Personen - wie Sie Herr Freuler - in ihre Liegenschaften investieren: Volkswirtschaften sind austarierte Systeme. Als einziger Kanton hat der Kanton Baselland eine Wohnbau- und Eigentumsförderung. Im Kanton Bern wurde sie jedoch abgelehnt. Der Kanton Baselland hat nun ausgerechnet, dass diese Steuerverluste durch die durch Investitionen in Liegenschaften erzielten Mehreinnahmen längstens ausgeglichen werden. Wenn Herr Freuler also sein Haus saniert, leben jede Menge Handwerker davon, was wiederum Steuereinnahmen generiert. Ob also die Steuerverluste tatsächlich höher wären als das generierte Investitionsvolumen, wäre auszurechnen. Meines Erachtens ist es sinnvoller, auf das Investitionsvolumen zu setzen, andernfalls gäbe es noch mehr Arbeitslose. Deshalb: Es bringt nichts, wenn einander vorgeworfen wird, wer wann was wie gesagt hat. Wir kommen nur vorwärts, wenn alle bereit sind, zusammen nach einer konstruktiven Lösung zu suchen und ich bin eigentlich guten Mutes, dass das auch gelingt.

**Güntensperger Nathan, GLP:** Ich möchte zwei Entgegnungen anbringen: Herr Baltzer, ich habe nie gesagt, dass ich gegen Steuererhöhungen sei. Wir haben aber

eben erst gesehen, dass es Steuererhöhungen vor dem Volk schwer haben. Kurz vor der letzten Abstimmung über *"Faire Steuern - Für Familien"* habe ich noch mit Herrn Freuler darüber diskutiert. Ich sagte ihm damals, dass ich die Pauschalsteuer alleine abgelehnt hätte, weil diese aber mit einer faktischen Steuererhöhung einherging, habe ich das Paket abgelehnt. 66% des Stimmvolkes sah das auch so. Das ist eine klare Aussage! Deshalb habe ich auch gesagt, Steuererhöhungen seien relativ schwer durchzusetzen. Und dann noch zum Personalaufwand, Herr Freuler: Köniz hat kein Stadttheater. Beispielsweise erscheinen die Personalkosten des Bieler Theaters aber auch nicht beim Personalaufwand, sondern bei den Subventionen. Das heisst, es müssten noch zusätzliche Personalkosten berücksichtigt werden, die nicht in den eigentlichen Personalkosten der Stadt ausgewiesen werden. Würde das so gemacht, sähe es für die Stadt Biel nicht mehr ganz so gut aus Herr Freuler...!

**Hadorn Werner, SP:** Mich beelendet etwas in dieser Diskussion, wie auch in der gestrigen. Wenn ich versuche, die heutigen Voten auf einen Nenner zu bringen, dann geht es nur darum, zu sparen und weniger auszugeben. In meinen Augen ist das eine erschreckend mutlose Politik. Es wird nur noch daran gedacht, wo gespart und weniger ausgegeben werden könnte. Als ich seinerzeit am Buch über die vergangenen 20 Jahre von Hans Stöckli arbeitete, habe ich viel mit ihm diskutiert. Er prägte den Begriff "kreative Einnahmenpolitik", was ich sehr lustig finde. Klassisches Beispiel war das Casino: Dieses spülte alljährlich CHF 5 Mio. in die Stadtkasse, was einem vollen Steuerzehntel entspricht. Natürlich hat das nichts mit Einsparungen zu tun, aber mit Verbesserungen auf der Ertragsseite. Was mich nun beelendet ist der Umstand, dass keine kreativen Überlegungen angestellt werden, wie die Ertragsseite verbessert werden kann. Es wird immer nur über die Ausgaben gesprochen. Das ist mutlos und führt zu einem Leistungsabbau, der in der Bevölkerung für eine schlechte Stimmung sorgen wird. In meinen Augen sollte der Runde Tisch vielmehr für ein grosses Brainstorming genutzt werden, um herauszufinden, wie der Ertrag gesteigert werden kann. Ein anderes Beispiel dazu: Eine wichtige Möglichkeit den Ertrag zu steigern, waren in den letzten 20 Jahren die Liegenschaftspreise des Bözingenfelds. Wie ich in meinem erwähnten Buch beschrieb, konnte der Quadratmeterpreis des Bodens durch geschicktes Vorgehen auf CHF 400.- festgelegt werden. Das ist aber über 10 Jahre her! Anlässlich eines Vortrages habe ich kürzlich kritisiert, warum der Bodenpreis noch immer bei CHF 400.- liegt. Warum stellt die Stadt keine Überlegungen an, wie sie den städtischen Grundbesitz inskünftig angemessener verkaufen kann? Ich wohne in Vingelz, wo in letzter Zeit sehr viel gebaut wurde. Die Wohnungs- und Bodenpreise sind dort enorm angestiegen. Ich weiss nicht, ob die Stadt ihr Land dort auch immer noch zum gleichen Preis verkaufen würde wie vor 10 oder 15 Jahren... Ich bin jedenfalls davon überzeugt, dass auch verrückte Ideen wie der Ertrag gesteigert werden könnte, vorgängig geprüft werden sollten, bevor immer gleich für Steuer- und Gebührenerhöhungen plädiert wird.

**Grünenwald Samuel, UDF:** Ce soir et hier soir, énormément de positions ont été entendues, voire répétées. Certains avis sont intelligents et réalistes, mais parfois ce sont aussi des âneries! J'ai également entendu un grand nombre de personnes parler avec louanges de la Table ronde, mais elle n'est cependant pas ronde. Beaucoup de parlementaires en sont exclus. Il n'y a qu'une petite sélection de personnes, qui prennent part aux discussions. Une table ronde devrait pourtant pouvoir accueillir tous les personnes qui veulent y participer et pas seulement une classe déterminée de personnes.



**Magnin Claire, Les Verts:** Juste pour préciser les choses concernant cette fameuse Table ronde. Je n'ai personnellement jamais vécu cela comme une table ronde. Il s'agit bien plus d'une séance d'information, où le Maire apporte un certain nombre d'éléments, mais où il y a peu de moyens d'intervenir. Les participants ne disposent d'aucune documentation. Ils écoutent, entendent et posent des questions, mais personne ne prend aucun engagement. Si des engagements avaient été pris, aucun amendement n'aurait été proposé et la droite aurait accepté le budget. Il s'agit uniquement d'une séance d'information élargie et certainement pas une table ronde. Ce terme devrait être mieux défini aux yeux de chacun.

**Sermet-Nicolet Béatrice, PSR:** C'est en 2010, que j'avais déposé une motion pour qu'une Table ronde soit créée. Je n'y ai personnellement jamais participé. Depuis, j'en entends parler comme d'un fantôme, puisque je ne l'ai jamais vue. Ce soir, en écoutant les membres du Conseil de ville, je me suis dit: "*Ils en parlent!*" Certaines personnes prétendent, que c'est un instrument, qui peut apporter ses fruits et d'autres estiment, que cela ne sert à rien, que cette table est carrée ou qu'elle n'existe pas. J'aimerais lancer un appel aux membres du Conseil de ville: si un instrument aussi imparfait est mis en place, il faut que la Ville puisse au moins en faire quelque chose, de manière à ce que ces documents (budget, planification financière) soient un peu améliorés. Ici, la gauche comme la droite ont tort et en même temps également raison. Tous ont leurs visions de l'État et de ce que cette Ville de Bienne doit être, mais je crois que nous avons tous un vœu en commun, c'est de sortir de cette situation financière, qui s'avère toujours plus difficile.

Par conséquent, je ne vais pas faire des critiques, mais j'aimerais juste lancer un appel, au cas où un instrument est mis en place, qu'il en soit fait en apportant des documents et en améliorant la procédure c'est à dire un instrument, qui permette déjà de confronter des visions quant à la manière d'économiser ou comme proposé par Monsieur Hadorn, de trouver des ressources supplémentaires, car personne n'y échappera, ni d'un côté ni de l'autre. L'imagination doit aussi être au pouvoir de l'économie et j'entendais, hier encore, les communes du canton de Vaud poser exactement les mêmes problèmes qu'à Bienne. La Ville de Bienne n'est donc pas la seule dans une telle situation et il lui appartient, désormais, de trouver des solutions. Je parle en tant qu'auditrice à ce long débat et je crois qu'il faut utiliser au mieux les instruments à disposition et faire valoir les positions émises par cette assemblée, qui permettent à notre ville de s'en sortir.

**Stöckli Schwarzen Heidi, SP:** Ich möchte auch noch ein paar Worte zum Runden Tisch sagen: Der Runde Tisch entwickelte nicht den Biss, den ich mir erhoffte. Ich ging davon aus, dass alle Parteien zusammensitzen und sich zusammenraufen würden, um Bereiche festzulegen, in welchen zurückgefahren und gar gespart werden könnte. Das geschah nicht. In der ersten Sitzung hat sich gezeigt, dass das schwierig ist, weil Kenntnisse der Stadratsmitglieder zu gering sind. Der Gemeinderat hat sehr wohl aufgezeigt, in welchen Bereichen Spielraum vorhanden ist, wo nicht gebundene Ausgaben getätigt werden. Mangels Ergebnis hat der Gemeinderat daraufhin entschieden, das Heft wieder selber in die Hand zu nehmen. Der Stadtrat hat dies zugelassen. Ich möchte dennoch sagen, dass der Stadtrat jederzeit die Möglichkeit hatte, das Heft wieder selber an die Hand zu nehmen, wenn er mit der vom Gemeinderat angedachten Gangart nicht einverstanden gewesen wäre. Das hat er aber nie gemacht. Nun wird gefordert, Gemeinderat und Verwaltung sollen

Sparmöglichkeiten aufzeigen. Meines Erachtens hat er genau das in den letzten anderthalb Jahren gemacht. Es ist nun einmal einfach so, dass die Verwaltung einen riesigen Wissensvorsprung hat. Der Stadtrat wird immer hinten anstehen. Das meine ich weder positiv noch negativ, sondern es ist einfach eine Tatsache. Die Verwaltung weist einen Wissensvorsprung auf und kann dadurch offenlegen, was sie will. Sie ist dem Stadtrat immer einen Schritt voraus. Deshalb wird der Stadtrat nicht darum herumkommen, zusammensitzend und die politische Diskussion zu führen. Solche Massnahmen werden schmerzen. Der Stadtrat muss aber seine Verantwortung wahrnehmen und mitdiskutieren. Er kann die Entscheidungen nicht auf die Verwaltung abschieben, sonst wird die Stadt nächstes Jahr genau gleich weit sein wie heute.

**Nicati Alain, PRR:** Je suis fier d'appartenir à ce Conseil de ville. Chacun a travaillé avec ses idées, mentalités, expériences et ses valeurs. Le résultat est convaincant et je suis persuadé, que la Ville de Bienne va s'en sortir, car avec un tel Conseil de ville, elle ne peut que s'en sortir, sans oublier le Conseil municipal, qui réalise le travail. Le débat a été extrêmement constructif ce soir. Chacun a essayé d'empoigner le problème et d'y apporter des solutions. Je pense pouvoir croire à une issue probable à ce problème.

**Fehr Erich, Finanzdirektor:** Politik ist auch ein Wettstreit der Meinungen, eine Auseinandersetzung über verschiedene Auffassungen und Überzeugungen. Ein solcher Wettstreit ist sinnvoll und muss auch stattfinden, denn nur so werden schlussendlich Lösungen gefunden. Voraussetzung ist, dass gemeinsam versucht wird, Probleme zu lösen und Kompromisse einzugehen. Hierfür braucht es gegenseitiges Vertrauen. Solches ist nur dann gegeben, wenn auch Respekt vorhanden ist. Deshalb auch noch von mir ein Beitrag zum Thema Respekt, da dies heute Abend offenbar das grosse Thema ist. Respekt bedeutet für mich auch, dass nicht echte oder vermeintliche Probleme der Stadt Biel weit in der Vergangenheit geortet werden, um die damaligen Verantwortlichen zu verherrlichen und die heutigen unter Beschuss zu nehmen. Das sage ich nicht nur für den Stadtrat, sondern auch für gewisse Zürcher Printprodukte... Damit komme ich wieder zum Finanzplan.

Klar ist, dass ein Defizit von CHF 30 Mio. niemanden, weder den Stadt- noch den Gemeinderat, befriedigen kann. Die seit Jahren immer wieder geäusserte Kritik, die Zahlen seien weder überzeugend noch hilfreich, entspricht den Tatsachen. Tatsache ist aus meinen bisherigen zwei Jahren als Finanzdirektor aber auch, dass in Biel seit Jahrzehnten mit den immer gleichen Instrumenten gearbeitet wird. Diese stammen noch fast aus der Zeit vor dem Computer! Diese Instrumente wurden auf die neuen Möglichkeiten der Neuzeit übertragen. Die dazugehörigen Prozesse müssen aber einmal grundsätzlich hinterfragt werden, weil sie nicht mehr zwingend den Bedürfnissen der heutigen Zeit entsprechen. Es geht also um die Frage, wie das Budget erarbeitet wird. Es gibt verschiedene Möglichkeiten. So kann ein Top-down-Ansatz gewählt werden, indem der Gemeinderat Vorgaben macht. Es kann aber auch ein Bottom-up-Ansatz gewählt werden. Bei diesem werden alle Inputs aus der Verwaltung gesammelt und anschliessend gekürzt, respektive wie eine Zitrone ausgepresst. So wurde das Budget in Biel bisher erstellt. Auch der Finanzplan ist lediglich eine Aggregation, also eigentlich eine Wunschliste der Direktionen. Bis heute wurde der Finanzplan nicht mittels Vorgaben erarbeitet. Das war möglicherweise auch deshalb richtig, weil gar keine entsprechenden Ressourcen und Instrumente zur

Verfügung standen. Heute sind aber die Zeiten schwieriger und es gibt möglicherweise modernere Instrumente. Klarerweise müssen deshalb die Prozesse, wie ein Budget entsteht, hinterfragt werden. Selbstverständlich muss der Ressourceneinsatz aber massvoll bleiben. Das heisst, es sollten nicht Stunden ja gar Tage in einen Finanzplan investiert werden, wenn das Resultat aufgrund von Informationen des Kantons über den FILAG wieder komplett über den Haufen geworfen wird. Es muss also ein gesundes Mittelmass gefunden werden. Die Finanzplanung muss also weiter gehen als heute, also nicht mehr eine reine Aggregation von Zahlen sein. Aber es macht auch keinen Sinn, dem Finanzplan die gleiche qualitative Bedeutung beizumessen wie dem Budget, denn das wäre kaum machbar und würde einen riesigen Aufwand bedeuten. Es ist sogar schlicht nicht möglich, denn Sie wissen ja, je weiter etwas in der Zukunft liegt, desto grösser wird die Ungenauigkeit. Entsprechend gilt es also, damit zu leben, dass die Finanzplanzahlen immer unschärfer sein werden als die Budgetzahlen.

Herr Güntensperger scheint mich missverstanden zu haben: Ich hoffe, es handelt sich lediglich um ein Missverständnis und er hat vorher nicht bewusst die Überzeugung des Gemeinderats ins Gegenteil karikiert... Es geht nicht darum, das Lastenausgleichssystem daraufhin zu analysieren, ob dort etwas versteckt werden könnte. Das ist definitiv nicht die Idee! Idee des Gemeinderats ist vielmehr das Gegenteil. Die Lastenausgleichssysteme des Kantons Bern sind unglaublich komplex. Ich glaube, in der Zwischenzeit gibt es ungefähr 15 "Finanzierungstöpfe", für und gegen alles... Zum Teil findet zwischen diesen Finanzierungsgefässen kein Informationsaustausch statt. Sehr oft sind auch die konkreten Auswirkungen des Lastenausgleichs in Bezug auf massgebliche Entscheide, seien dies Klassengrösse, Schaffung von lastenausgleichsberechtigten Stellen, Kita-Plätze usw., vorher nicht bekannt. Es geht also nicht darum, möglichst viel dem Lastenausgleich zu unterstellen, damit es nicht wehtut, sondern darum, beispielsweise die finanziellen Auswirkungen von bei der Stadt verbleibenden Selbsthalten einzuschätzen. Diese Auswirkungen gilt es viel, viel besser zu verstehen und zu durchschauen. Da der FILAG auf 2012 erstmals revidiert wurde, wird erst jetzt langsam sichtbar, welche finanziellen Auswirkungen die Schätzungen der Stadt aus dem Jahr 2009 zeitigen. Insofern ist jetzt der richtige Zeitpunkt, den FILAG zu verstehen. Dieser ist auch für den Stadtrat eine wichtige Entscheidungsgrundlage und in diesem Sinne möchte der Gemeinderat sich auch an die Arbeit machen. Damit habe ich auch klar gesagt, wo der Gemeinderat ansetzen und welche Themen er bearbeiten will, damit die Budgetierung effektiver und effizienter wird. Dennoch wird man aber nie darum herum kommen, dass schlussendlich politische Entscheide gefällt werden müssen. Ich kann nur wiederholen, was ich bereits gestern gesagt habe: Irgendwelchen Expertenveranstaltungen, in welchen für den Stadtrat optimiert und austariert wird, stehe ich skeptisch gegenüber. Seien Sie doch ehrlich: wenn ich dem Stadtrat ein von Fachleuten picobello ausgearbeitetes Dokument vorlegen würde, in welchem die zu streichenden Leistungen der Reihe nach aufgeführt sind, würde dies der Stadtrat zurecht nicht akzeptieren, da der Stadt- und Gemeinderat die politischen Entscheidungsträger sind! Deshalb scheint mir klar, dass der Gemeinderat dem Stadtrat wie beim FILAG aufzeigen muss, worüber verhandelt werden kann und wie sich welche Streichung oder welcher Mehrertrag auswirken würde. Es ist am Stadtrat, danach zu entscheiden, denn so funktioniert das Spiel, anders geht es nicht. Die Verwaltung kann nur die Entscheidungsgrundlagen aufbereiten, die Entscheide aber muss die Politik fällen! Dies gilt es zu verstehen. Wenn Herr Nicati in seiner

dringlichen Motion 20120335 «Anpassung der Finanzplanung» rechtzeitig einen Katalog fordert mit Massnahmen, an welchen der Stadtrat arbeiten kann, dann muss ich ihm antworten, dass eine solche Liste relativ schnell gemacht ist. Über alle Ausgaben, die nicht zwingend vom übergeordneten Recht vorgeschrieben sind, kann grundsätzlich diskutiert werden. Die grosse Frage ist, innert welcher Frist etwas geändert werden kann und da bin ich nicht sicher, ob die Verwaltung dies bis nächsten Frühling wird beantworten können. Denn Änderungen können die Kündigung von mehrjährigen Verträgen oder Reglementsänderungen bedingen. Schlussendlich ist es aber am Stadtrat, politisch eine Auswahl zu treffen.

Nun möchte ich noch auf einzelne Voten eingehen: Der Steuerfuss wurde mehrmals erwähnt. Am Schluss habe ich aber niemanden mehr gehört, die oder der sich noch grundsätzlich gegen eine Steuererhöhung stellt. Fast alle meinten, darüber könne diskutiert werden, wenn eine Steuererhöhung in einem sinnvollen Gesamtpaket verpackt wäre und es der Lösungsfindung diene. Klar ist: Primäres Ziel des Gemeinderates ist nicht eine Steuererhöhung. So, wie sich die städtischen Finanzen aber derzeit entwickeln, wäre es aber unehrlich zu behaupten, ein bestimmtes Dienstleistungsniveau könne beibehalten werden, auch ohne über Steuererhöhungen zu sprechen. Es gilt also auch, darüber zu sprechen und es kann ja sein, dass sich vielleicht eine Gesamtlösung abzeichnet. Was die Steueranlage angeht, muss man sich aber bewusst sein, dass Biel mit 1,53% den tiefsten Steuerfuss aller bernischen Städte aufweist (Bern hat einen solchen von 1,54% und Thun gar einen von 1,72%). Dies trotz des Umstandes, dass Biel nicht die perfektste soziodemografische Struktur hat und zudem relativ hohe Ansprüche an die städtischen Leistungen gestellt werden. Ausserdem entstehen Biel Mehrkosten, weil die Stadt zweisprachig ist und diese Kosten durch niemanden entgolten werden. Gewisse Angebote sollen und müssen aufgrund der städtischen Identität in beiden Sprachen angeboten werden. Angesichts dieser Parameter (soziodemografische Struktur, Zweisprachigkeit, unterdurchschnittliche Steuerkraft und tiefste Steueranlage aller bernischer Städte), ist die Frage angebracht, ob diese Rechnung aufgehen kann.

Noch ein Hinweis zu dem von Herrn Grupp hervorgehobenen Brocken aus der Investitionsrechnung von CHF 19 Mio. für die Stades de Bienne: Es stimmt, es ist ein happiger Betrag. Wichtig ist aber zu wissen, dass in der Investitionsplanung immer unterschieden werden muss, ob die Kosten ordentlich finanziert (und damit 10% harmonisiert in der laufenden Rechnung abgeschrieben werden können) oder spezialfinanziert werden sollen. Auch bei den Spezialfinanzierungen muss das Geld zwar auf der Bank vorhanden sein, aber die Abschreibungen belasten die laufende Rechnung nicht. Deshalb setzte sich der Gemeinderat auch immer wieder das Ziel, Grossprojekte mittels Spezialfinanzierungen zu verwirklichen.

Ein weiterer Hinweis an alle, die nicht glauben, dass der Gemeinderat alles in seiner Macht stehende unternahm, um das Defizit möglichst klein zu halten: Herr Güntensperger liess sogar die Budgetdebatte Revue passieren und sagte, er spüre keinen Sparwillen. Ich wiederhole noch einmal: Das aktuelle Budget ist deutlich besser ausgefallen als das letztjährige, zumal Sie sich vor Augen halten müssen, welche Mehrbelastungen durch den Lastenausgleich hinzukamen. Zusätzlich entfiel eine Entnahme von CHF 7 Mio. aus der Spezialfinanzierung Buchgewinne - auch diese musste irgendwie kompensiert werden. Deshalb sage ich, der Gemeinderat hat

seine Arbeit gemacht, womit ich mich Herrn Isler anschliesse. Ich verlange wirklich nicht, dass der Gemeinderat in den Himmel gelobt wird, bin aber trotzdem froh, dass zum Teil anerkannt wird, dass er seine Arbeit getan hat. Noch kurz ein Vergleich, und zwar mit einer unverdächtigen Gemeinde, nämlich der bürgerlich regierten Stadt Nidau. Nidau hat heute ein Budget mit einem Defizit in der Höhe von CHF 2,3 Mio. vorgestellt. Geht man davon aus, dass Nidau rund 7'000 EinwohnerInnen und Biel ungefähr 53'500 zählt, bedeutet das umgerechnet auf Bieler Verhältnisse ein Defizit von CHF 16,1 Mio.! Das beweist, dass der Bieler Gemeinderat angesichts der heutigen Rahmenbedingungen und des heutigen Umfelds alles, was möglich ist, unternommen hat. Das ist wichtig festzuhalten. Herr Güntensperger, Sie sagten ausserdem, es solle endlich aufgehört werden, neue Stellen zu schaffen und Ausgaben zu beschliessen, nur weil sie lastenausgleichsberechtigt seien. Etwas ganz Wichtiges haben sie aber nicht gesagt und darauf möchte ich noch hinweisen: sehr viele Kosten, die lastenausgleichsberechtigt sind, werden im Grossen Rat beschlossen. Dort werden sowohl Standards als auch Minimalvorgaben festgelegt, sogar Ausgaben für kommunale, wenn auch nicht freiwillige Aufgaben obligatorisch erklärt, die dann dem Lastenausgleich unterstellt werden oder der Kanton erfüllt zwar diese Aufgaben, verteilt die Kosten aber wieder auf die Gemeinden. Sehr viel Einflussfaktoren des FILAG und der Lastenausgleichssysteme werden also auf kantonaler Ebene entschieden. Sogar wenn die Gemeinden um die Wirkung solcher Massnahmen wissen, können sie nichts unternehmen, weil ihnen die Entscheidkompetenz fehlt. Das scheint mir ausserordentlich wichtig, zumal ja fast alle heute hier anwesenden Parteien auch im Grossen Rat vertreten sind. Insofern können sie dies weiterleiten. Herrn Sutter möchte ich noch zum Bilanzfehlbetrag antworten: Wenn davon ausgegangen wird, dass tatsächlich dreimal hintereinander ein Defizit von CHF 30 Mio. eintritt, entstünde Ende 2016 tatsächlich ein Bilanzfehlbetrag. Aber auch Sie, Herr Sutter, wissen, dass das nicht eintreten wird. Ich habe vorhin ja erläutert, dass die vorliegenden Zahlen nicht bereinigt sind und deshalb nicht befriedigen können. In der Realität wird das Defizit also sicher nicht so hoch ausfallen. Eine Finanzplanung über acht Jahre hinweg empfinde ich - angesichts der vielen Unbekannten wie der politischen Entwicklung - als eine etwas zu lange Zeitspanne für wirklich verlässliche Aussagen. Im Moment wäre eine solche Planung sowieso nicht sinnvoll, denn der Kanton plant, per 2015 oder 2016 HRM2 (harmonisiertes Rechnungslegungsmodell 2) einzuführen. Dieses sieht beispielsweise völlig andere Abschreibungsmethoden vor, was bedeuten würde, dass die heutigen Annahmen nicht mehr zutreffen.

Was mir neben den "hausgemachten" Themen grosse Sorgen bereitet, ist die Entwicklung der Steuerpolitik auf nationaler Ebene. Ob Sie nun bürgerlich oder links, ganz rechts oder ganz links eingestellt sind, Sie können bereits heute ersehen, welche finanziellen Belastungen auf uns alle zukommen werden. Kann diese Belastung nicht aufgefangen werden, wird es nicht möglich sein, das heutige Leistungsniveau zu halten. Dann müsste nämlich entschieden werden, welche Leistungen gestrichen werden sollen. Ich persönlich befürchte sogar, dass das Leistungsniveau diesfalls sogar unter ein vertretbares Mass sinken würde und dass dies auch alle Anwesenden so sähen. Ich rufe daher alle dazu auf, dass die entsprechenden Mittel bereit gestellt werden. Wenn ich an Herrn Eschmann und die Kantonspolizei denke und sehe, dass gerade auch die Rechte nach mehr Sicherheit schreit, in vielen Fällen sogar zu Recht, muss ich auch feststellen, dass es diese Sicherheit auch nicht gratis gibt. Es müssen Stellen für PolizistInnen geschaffen

werden. Wie soll das möglich sein, wenn Ausfälle in dreistelliger Millionenhöhe erwartet werden? Meines Erachtens geht das nicht, weshalb ein Zusammenrücken auf allen Ebenen notwendig ist. Es reicht nicht, sich nur auf das direkt Beeinflussbare zu konzentrieren, sondern es gilt, die Botschaft über die Parteien auch in den höheren Ebenen anzubringen, dass es aufzupassen gilt, welche Belastungen auf die Kantone und Gemeinden abgewälzt werden sollen. Das scheint mir eine ganz wichtige Botschaft zu sein! Der Bund hat nämlich ein Instrument, das die Gemeinden nicht haben, nämlich die Mehrwertsteuer. Er kann die Ausfälle bei den direkten Steuern über die Mehrwertsteuer kompensieren. Diese Möglichkeit haben die Gemeinden nicht. Wenn die ganze Steuers Diskussion mit der EU zu Steuerausfällen auf allen drei Staatsebenen führen würde und diese über die Mehrwertsteuer aufgefangen werden sollten, müsste sichergestellt werden, dass diese Mittel über den NFA (Bundesfinanzausgleich) wieder rückverteilt werden. Sonst geht die Rechnung unter dem Strich nicht auf! Das heisst nicht, dass ich grundsätzlich für noch komplexere Finanz- und Lastenausgleichssysteme einstehe. Wenn wir aber alle zusammen den Auftrag erfüllen und die notwendigen Dienstleistungen bereit stellen sollen, muss die Stadt auch über die entsprechenden Mittel verfügen.

Abschliessend möchte ich sagen, dass ich Ihre Botschaft, übrigens die aller Parteien, gehört habe, dass Sie Bereitschaft zum Konsens, zum Dialog und zur Lösungsfindung bekunden. Das habe ich gerne gehört! Ich bin auch überzeugt, dass der neue Gemeinderat (auch wenn er heute Abend nicht ganz vollzählig anwesend ist) diese Botschaft aufnehmen und das Gespräch suchen wird. So kann gemeinsam etwas für Biel getan werden, so wie das unserem gemeinsamen Auftrag entspricht, oder wie die Welschen sagen würden: c'est notre destin!

**Sermet-Nicolet Béatrice, PSR:** Juste une petite remarque: qu'il ne vienne à personne l'idée, de transformer notre bilinguisme en chiffres, sinon nous sommes perdus!

**Fehr Erich, directeur de finance:** Si vous avez compris, Madame Sermet, que j'estime le bilinguisme en chiffres, vous m'avez mal compris. Il convient, néanmoins, de rester honnête avec les biennoises et les biennois. Bienne est une Ville bilingue et ceci doit être assumé avec fierté. Autrement, il faut refuser ce symbole d'identification, car les moyens à disposition ne peuvent pas être fournis, chose que je trouverais inadmissible. Il n'est, cependant, pas possible de clamer, que Bienne est une Ville bilingue, mais prétendre à ce que les efforts pour préserver ce bilinguisme soient gratuits.

## **Vote**

S'appuyant sur l'art. 54, ch. 3, let. c du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

1. Le Conseil de ville prend connaissance de la planification financière 2014 – 2016.
2. Le Conseil de ville prend connaissance de la planification des investissements 2013 – 2017.

3. Le Conseil de ville radie du rôle le postulat 20110045.

**146. Motivation de l'urgence du postulat 20120337, Peter Isler, Groupe socialiste, "Participation au scrutin"**

**Isler Peter, Fraktion SP:** In unserem Postulat heisst es: *"Im Rahmen der Revision des Reglementes über städtische Abstimmungen und Wahlen erarbeitet der Gemeinderat wirksame Massnahmen zur Verbesserung der Stimm- und Wahlbeteiligung. ..."* Das Postulat ist dringlich, weil die entsprechenden Arbeiten bereits im Gang sind und eine Vernehmlassung läuft. Wenn die Forderungen des Postulats in diese Arbeiten einfliessen sollen, muss es dringlich behandelt werden. Ich bitte den Stadtrat daher, die Dringlichkeit zu gewähren.

**L'urgence est accordée.**

**Interruption de la séance: 19h35 - 20h50**

**147. 20120272 Stratégie de propriétaire pour Énergie Service Biel/Bienne (ESB)**

**Morier-Genoud Michèle, au nom de la Commission de gestion:** Le document soumis au Conseil de ville pour adoption est le dernier de la série, après l'acceptation par le peuple biennois de l'externalisation d'ESB. Ce document, composé de six articles, est très important. La Commission de gestion l'a trouvé clair et concis. Il doit être analysé, en regard au Règlement d'ESB, qui a été par ailleurs débattu dans cet hémicycle longuement. Ce document fixe clairement les objectifs de la Ville de Bienne. Il définit autant les objectifs propres d'ESB que ceux politiques. Les relations entre les différents niveaux sont claires et cela constituera une bonne base pour les développements futurs de l'entreprise. Le Conseil de ville devra encore débattre du Rapport de gestion ainsi que du Rapport d'activités annuel, ceci dans les délais inscrits. Les adaptations éventuelles de cette stratégie, par exemple liée aux fluctuations des marchés, devront être transmises nécessairement par le Conseil municipal, à l'attention du Conseil de ville. Lors du débat à la Commission de gestion, une question est ressortie et j'aimerais la poser à la Directrice de la sécurité: ne pensez-vous pas qu'il serait aussi utile, que le contrat de prestations soit présenté ici, pour prise de connaissance? Il me reste à souhaiter, qu'ESB continue d'être une entreprise performante, fournissant des services de qualité à la population biennoise, un approvisionnement économique et écologique en eau et en énergie, une sécurité d'approvisionnement élevée et qu'elle assure l'entretien des infrastructures, dont les canalisations diverses de notre Ville. La Commission de gestion recommande donc au Conseil de ville, d'adopter cette stratégie de propriétaires.

**Baltzer Niklaus, Fraktion SP:** Auf den Tischen liegt ein Antrag der Fraktion SP zu diesem Geschäft auf. Ich möchte kurz erklären, wie es zu diesem kam. Dem Stadtrat liegt heute der Bericht des Gemeinderats sowie die eigentliche Eigentümerstrategie

vor. Die Volksabstimmung über die neue Rechtsform des ESB ist sehr knapp ausgefallen. Die Gemeindeinitiative zum Schutz des städtischen Leitungsnetzes, die gleichzeitig zur Abstimmung gebracht wurde, unterlag nur knapp mittels Stichentscheid. Viele Anliegen des Initiativkomitees waren aber bereits ins Reglement aufgenommen worden. Die Fraktion SP hat das vorliegende Geschäft daher besonders gut angeschaut und festgestellt, dass sie etwas stört: Die Eigentümerstrategie alleine gibt wenig Aufschluss über die Hintergründe und ist daher schwer verständlich. Was heisst eigentlich Eigentümerstrategie? Das ist wohl die Strategie des Eigentümers. Wer aber ist der Eigentümer? Wie sieht das Verhältnis zwischen ESB und Eigentümer aus? Die Fraktion SP fand daher, es sei zur Klärung dieser Fragen sinnvoll, eingangs der Eigentümerstrategie eine Präambel einzufügen. Damit könnte ein Link zum Reglement geschaffen und erklärt werden, worum es im Dokument genau geht. Die Präambel ist also nichts Neues, soll aber den Einstieg in die Eigentümerstrategie vereinfachen. In der Präambel geht es damit darum, zu klären, dass sich der ESB in städtischem Eigentum befindet, dass er nicht verkauft werden kann, dass die politischen Interessen durch die Stadt vorgegeben werden, dass der Service Public im Zentrum steht sowie dass das Personal einem Gesamtarbeitsvertrag untersteht. Das sind für die Fraktion SP die wichtigsten Punkte aus dem Reglement, welche sie gerne mittels einer Präambel verlinken möchte. Der massgebliche **Antragstext** liegt Ihnen vor (**"PRÄAMBEL Auf der Grundlage des Reglements für das selbständige Gemeindeunternehmen Energie Service Biel/Bienne (ESB) vom 14. Dezember 2011, hat die Stadt Biel als Eigentümerin untenstehende Unternehmensstrategie entwickelt. Grundsätze aus diesem Reglement sind:**

- **Der ESB ist im alleinigen Eigentum der Stadt Biel und kann aufgrund der geltenden Rechtsgrundlage nicht veräussert werden.**
- **Artikel 1 Absatz c: Die politischen Interessen der Stadt Biel als Eigentümerin des ESB werden mit dem Reglement gewahrt.**
- **Artikel 6 bis 15: Die dem ESB übertragenen Aufgaben gewährleisten den Service Public.**
- **Artikel 28 und 29: Unter anderem wird die Verpflichtung zum Abschluss eines GAV für das Personal des ESB stipuliert und festgelegt, dass dieser sich an den branchenüblichen und an den städtischen Arbeitsbedingungen zu orientieren hat).**

Im Grundsatz steht die Fraktion SP ansonsten hinter der Eigentümerstrategie. **Neben der Präambel stellt die Fraktion SP aber noch zwei weitere kleine Anträge:** Der eine steht auch auf dem roten Blatt, das aufliegt. Er betrifft **Punkt 6.2** (Positionierung als Arbeitgeberin). Dort sollte stehen, dass dieses strategische Ziel auf allen Ebenen gilt, nämlich dass die Chancengleichheit "...**insbesondere in Bezug auf Geschlecht und Sprache...**" berücksichtigt wird. Gerade die Sprache scheint der Fraktion SP für Biel ein wichtiger Punkt zu sein. Deshalb beantragt sie, diese beiden Begriffe noch einzubringen. Der zweite Antrag betrifft **Punkt 3.3** (Wasser) In diesem Punkt ist vom Verteilnetz die Rede. Die Fraktion SP stellt den Antrag, vom "... **öffentlichen Verteilnetz...**" zu sprechen, denn um dieses geht es beim Wasser. Diese drei Anträge möchte die Fraktion SP stellen. Ansonsten steht sie mit einer grossen Mehrheit hinter der vorgeschlagenen Eigentümerstrategie.

**Kaufmann Stefan, Fraktion Forum:** Die Fraktion Forum steht vorbehaltlos hinter der vorliegenden Eigentümerstrategie des ESB. Sie ist gut ausformuliert und die im



Vorfeld diskutierten Anliegen wurden aufgenommen. Die Anträge der Fraktion SP können angenommen werden oder auch nicht, sie ändern nichts. Die Fraktion Forum findet die Präambel eigentlich überflüssig, möchte daraus aber keinen Grabenkampf machen. Ich persönlich finde, solche Strategien seien so schlank wie möglich zu halten und nicht durch Präzisierungen aufgeblasen werden. Dann möchte ich mich noch erkundigen, welche andere Chancengleichheit als diejenige von Geschlecht und Sprache denn noch gemeint sein könnte? Mir jedenfalls ist keine andere eingefallen...

**Rüfenacht Daphné, Fraktion Grüne:** Es freut mich, dass der Stadtrat heute über die Eigentümerstrategie des ESB diskutieren kann. Ursprünglich war das nicht so geplant. Die vorliegende Eigentümerstrategie stützt sich auf das Reglement, wobei die konkreten Ziele erst in der Leistungsvereinbarung festgehalten werden. Die Strategie gibt die langfristige Richtung vor, oder anders gesagt, hält die politischen Vorgaben zur Erfüllung der Aufgaben fest. Diese zu definieren, ist Aufgabe des Parlaments. Durch die Genehmigung dieser Strategie bekennt sich Biel zu einem Umbau in Richtung 100% erneuerbare Energien. Der ESB unterstützt, ich zitiere *"...die dezentrale, erneuerbare Energieproduktion aus der Region..."* und *"...Dabei priorisiert er lokale vor regionalen, regionale vor nationalen und nationale vor internationalen Produktionsstandorten."* Nach Ansicht der Fraktion Grüne hätte die Energiestrategie griffiger ausfallen und konkrete Ziele und Termine nennen können, unter anderem was den Ausstieg aus der Atomenergie anbelangt. Grundsätzlich sind wir aber alle sehr froh, dass das Ziel, zu 100% auf erneuerbare Energieträger zu setzen, nun mehrheitsfähig ist. Die Grünen fordern dies seit Jahren und auf allen Ebenen, unter anderem mit ihrer kantonalen Initiative "Bern erneuerbar". Ich bin - wie gesagt - froh, dass die sogenannte Energiewende nun mehrheitsfähig ist. Sogar der Grosse Rat sprach sich in seinem Gegenvorschlag zur Initiative "Bern erneuerbar" für eine zukünftige Versorgung mit 100% erneuerbarer Energie aus. Am 3. März 2013 wird die Bevölkerung darüber befinden müssen und ich bin zuversichtlich, dass die BernerInnen zu diesem Wandel bereit sind.

Der ESB wird durch seine neue Rechtsform unabhängiger und erhält dementsprechend mehr Spielraum. Der Stadtrat bleibt aber für die strategische Ausrichtung zuständig. In diesem Rahmen wird dem Stadtrat jährlich der Tätigkeitsbericht unterbreitet, der die Umsetzung dieser Strategie auch aufzeigt. Die Fraktion Grüne wird die Entwicklung des ESB genau verfolgen und - wenn nötig - im Rahmen unserer Möglichkeiten eingreifen. Die Grünen haben sich anlässlich der Diskussion zur Ausgliederung stark dafür eingesetzt, dass der Stadtrat genügend Kompetenzen erhält. Bezüglich der finanziellen Kompetenzen fanden wir damals leider keine Mehrheit. Dennoch werden aber die Grünen den ihr zugesprochenen Spielraum ausschöpfen. Die Anträge der Fraktion SP wird meine Fraktion unterstützen.

**Güntensperger Nathan, Fraktion GLP:** Nun liegt die Eigentümerstrategie des ESB vor und die Fraktion GLP - ich nehme dies vorweg - ist weitgehend mit dieser einverstanden. Wie die Fraktion Grüne erachtet es auch die Fraktion GLP als sehr positiv, dass in Zukunft auf Atomstrom verzichtet und die Energie aus umweltschonenden, erneuerbaren Quellen beschafft werden soll. Die Fraktion GLP hat nun noch ein paar Fragen:

1. Zu Punkt 3.4 Telekommunikation

Wer sind die ausgewählten Kundengruppen, die im Interesse einer Optimierung der Wirtschaftlichkeit in den Genuss von Telekommunikations-Leistungen kommen?

2. Zu Punkt 4 Finanzielle Ziele

Ich zitiere: *"In den Wettbewerbsbereichen (nicht-reguliert) realisiert der ESB mindestens kostendeckende Preise und strebt eine angemessene Rendite des eingesetzten Kapitals an."* Was bedeutet das? Heisst das, dass der ESB nicht zu hohe Preise verlangen soll?

3. Zum Personalreglement und zum Gesamtarbeitsvertrag möchte die Fraktion GLP wissen, ob das Personal öffentlich- oder privatrechtlich angestellt ist. Zudem möchte die Fraktion GLP wissen, was mit dem Gesamtarbeitsvertrag geschieht, wenn das Personalreglement der Stadt anlässlich seiner Revision substantielle Veränderungen erfahren sollte. Wird der Gesamtarbeitsvertrag diesfalls neu ausgehandelt? Letztendlich orientiert er sich doch am städtischen Anstellungsverhältnis...

Der ursprüngliche Antrag der Fraktion GLP, wonach die Stadt hätte dafür sorgen müssen, dass der ESB in die Erarbeitung von Unterlagen für Architekturwettbewerbe hätte involviert werden müssen, liess sich aus submissionsrechtlichen Gründen leider nicht realisieren. Es hat sich unseres Erachtens nämlich bei früheren Projekten gezeigt, dass aus energetischer Sicht einiges hätte besser geplant werden müssen. Herr Köhli und ich haben bereits mit dem von uns eingereichten und in der Zwischenzeit in den wichtigsten Punkten erheblich erklärten Postulat 20110315 «Anpassungen beim Ausschreibungsverfahren für Bauvorhaben der Stadt Biel» darauf hin gearbeitet. Der Gemeinderat schreibt in seiner Antwort auf das Postulat: *"... Es macht deshalb durchaus Sinn, den ESB sowie den/die Delegierte/n für Umweltfragen bereits bei der Erarbeitung des Wettbewerbsprogramms einzubeziehen und in der Jury Einsitz zu gewähren. Der Gemeinderat ist auch bereit, dies künftig so zu handhaben. ..."* Ich wäre deshalb dankbar, wenn der Gemeinderat noch erläutern könnte, wie er dieses Versprechen handhaben will.

**Rindlisbacher Hugo, Fraktion SVP/Die Eidgenossen:** Die Fraktion SVP/Die Eidgenossen steht hinter der vorliegenden Eigentümerstrategie. Sie findet, diese sollte möglichst schlank gehalten werden. Deshalb lehnt sie die Anträge der Fraktion SP ab.

**Sutter Andreas, Fraktion BVP:** Um es vorweg zu nehmen: auch die Fraktion BVP stimmt der vorliegenden Eigentümerstrategie zu. Eine Eigentümerstrategie ist an und für sich etwas Heikles, denn der ESB wurde - zumindest mehrheitlich - verselbstständigt. Dies nicht im Hinblick darauf, dass er noch enger eingebunden werden soll als eine normale Verwaltungseinheit. Je mehr einengende Bedingungen und Ähnliches nun in die Eigentümerstrategie einfließen, desto weniger Handlungsfreiheit bleibt dem ESB. Erlauben Sie mir kurz, einen Bogen zur Finanzstrategie zu schlagen: Die Stadt Biel ist Alleineigentümerin des ESB. Aus diesem Grund ist der Antrag der Fraktion SP insofern absurd, als eine öffentlichrechtliche Anstalt per se der Körperschaft, vorliegend der Gemeinde, gehört. Die Präambel ist also mehr als überflüssig. Sollte der Stadtrat diesen Antrag genehmigen, wäre dies etwas peinlich und wirkte, als ob niemand verstanden hätte, worum es geht. Dies nur eine Klammerbemerkung an die Adresse der SP. Das Gleiche gilt übrigens für ihren Antrag zur Chancengleichheit. Eigentlich ist es blöd, die Chancengleichheit nur auf zwei Themenbereiche einzuengen, denn sie umfasst mehr

als Sprache und Geschlecht. Ich möchte dazu nicht ausführlicher werden, aber meines Erachtens "schießt sich die SP mit diesen Anträgen selber in die Waden". Ich komme zurück zur Finanzstrategie: Je weniger Handlungsfreiheit der Stadtrat dem ESB auf dem Markt belässt, desto weniger kann er sich dort entfalten, desto teurer werden die Energiepreise und desto weniger Gewinn kann er der Eigentümerin, der Stadt Biel, abliefern. Je mehr die Handlungsfreiheit des ESB also eingeschränkt wird, desto schlechter kann sich diese teilverselbstständigte Verwaltungseinheit auf dem Markt entfalten und das war nicht Ziel der Verselbstständigung. Deshalb müsste der Stadtrat tendenziell jede weitere Einengung ablehnen. Ich denke, obwohl ich dies nicht mit der Fraktion abgesprochen habe, dass wir die Anträge der Fraktion SP ablehnen werden. Ich wünsche dem ESB mit dieser Eigentümerstrategie viel Erfolg und hoffe, dass die Unternehmerstrategie des ESB doch noch einige Freiheiten aufzeigen wird..

**Sermet-Nicolet Béatrice, PSR:** Dans la proposition du Groupe socialiste, il n'y a rien de nouveau. Cela a déjà été dit, puisque les articles du Règlement sont cités. Pourquoi donc penser mentionner explicitement quatre principes fondamentaux, au début de cette stratégie? Tout a déjà été dit au sujet de ce document. Il est important et marque la volonté, à moyen et long terme, du Conseil de ville et du Conseil municipal. Ce document donne également cette stratégie, une visée pour l'avenir. Pourquoi, dès lors, rappeler ces quatre principes? Tout simplement, parce qu'à la lecture du Règlement, il est implicitement mentionné, que la Ville de Bienne est propriétaire d'ESB et aussi qu'ESB est propriétaire du réseau. Or, c'est extrêmement important, que cela soit précisé, car il est évident pour la compréhension même de la stratégie, que cette clarification permette de résoudre d'éventuels malentendus, d'où le premier point mentionné dans ce préambule. Les autres points mettent simplement en évidence des volontés longuement discutées lors du traitement du Règlement et qui sont des principes, qui ont prévalu également lors de ces discussions. L'égalité des chances veut dire égalité des chances pour les hommes et les femmes, francophones, alémaniques, voire toutes les autres langues pratiquées à Bienne, mais aussi l'égalité des chances au niveau sociale

**Stöckli Schwarzen Heidi, SP:** Bei der Chancengleichheit habe ich persönlich auch Mühe mit der Einschränkung auf Sprache und Geschlecht. Ich finde, es müssten mindestens auch noch Menschen mit Behinderung erwähnt werden. Die Stadt geht damit nämlich vorbildlich um und stellt auch Lernende mit Behinderung ein. Wenn die Chancengleichheit also tatsächlich präzisiert werden soll, müssten mindestens auch die Menschen mit Behinderung genannt werden. **Ich stelle daher den Antrag, die Klammer zu ergänzen mit "Menschen mit Behinderung".**

**Hadorn Werner, SP:** Der Antrag von Frau Stöckli Schwarzen ist doch im Antrag der Fraktion SP bereits enthalten! Er sagt ja nicht "ausschliesslich" Sprache und Geschlecht, sondern "ausserdem". Im Grunde genommen könnte diese Präzisierung also weggelassen werden, sonst müssten am Ende auch noch die Rothaarigen und Glatzköpfe erwähnt werden... (*Gelächter*)

**Wiher Max, GLP:** Die Fraktion GLP entschied sich, aufgrund dieser sinnreichen Diskussion, die Anträge der Fraktion SP abzulehnen...! Sie führen zu mehr Konfusion, als zur Klärung.

**Schwicker Barbara, Sicherheitsdirektorin:** Besten Dank für die grundsätzlich gute Aufnahme dieses Geschäfts. Eine Eigentümerstrategie zu erarbeiten ist nicht ganz einfach. Vor allem die GPK betonte, dass sie jetzt klar und schlüssig daherkomme. Eigentümerstrategien können ganz unterschiedlich ausgestaltet werden. Der Gemeinderat hat Eigentümerstrategien von anderen Werken konsultiert, die ganz anders ausgestaltet waren. Basel beispielsweise als letztes Werk, das seine Rechtsform geändert hat, beschränkt sich auf eine A4-Seite mit 14 Punkten. Andere Werke haben umfangreichere Eigentümerstrategien als die heute vorgeschlagene des ESB.

Eines meiner Ziele für die erste Legislatur war, konkrete Projekte in den Bereichen erneuerbare Energie und Energieeffizienz anzugehen. Das hat der Gemeinderat und der ESB geschafft, wobei an Vielem noch gearbeitet wird. Sie wissen aber sicher, dass dies eine langfristige Aufgabe ist, die einen langen Atem braucht, den wir aber haben. Andererseits wollte ich nicht einfach nur projektbezogen arbeiten. Ich wollte die städtische Energiepolitik in eine Strategie fassen. Mit dem Reglement und der Eigentümerstrategie konnte dies erreicht werden. Bisher hatte der ESB keine mittelfristige Strategie, welche festhielt, wohin sich die Geschäftsfelder in den nächsten Jahren entwickeln sollen. Aus meiner Erfahrung heraus behaupte ich, dass eine solche Strategie schon früher nötig gewesen wäre, um nicht nur punktuell agieren zu können. Nun liegt eine solche Strategie aber vor, was mich sehr freut. Es freut mich insbesondere auch für den ESB, denn er muss wissen, wohin die politische Reise für ihn mittelfristig geht. Der ESB agiert in einer stark infrastrukture geprägten Domäne, in welcher nicht heute dies (wie beispielsweise den Atomausstieg) und morgen etwas anderes entschieden werden kann. Diese Entscheide bedingen ein gewisses Mass an Investitionen, die mittelfristig abgesichert sein müssen. Den diesbezüglichen Rahmen festzulegen, ist die Aufgabe der Politik. Der Stadtrat hat dies nun mittels des Reglements getan und ergänzt dieses nun auch noch mit der Eigentümerstrategie.

Ich danke der GPK, welche das Geschäft auch in Zwischentritten begleitete. Deren Anregungen konnte der Gemeinderat auch noch in die Strategie aufnehmen. Es wurde auch noch eine Frage zur Leistungsvereinbarung gestellt. Es wurde der Wunsch geäußert, dass auch die Leistungsvereinbarung dem Stadtrat noch zur Kenntnis gebracht wird. Diesem Wunsch kann der Gemeinderat nicht nachkommen. Der Gemeinderat hat diese Frage bereits anlässlich der Diskussion um das Reglement behandelt. Die Leistungsvereinbarung beinhaltet vor allem die quantitativen Ziele. Da ein Grossteil der Aktivitäten des ESB dem Wettbewerb ausgesetzt sind (das war früher noch nicht so...), sind viele in der Leistungsvereinbarung festgehaltenen Daten vertraulich. Ich traf heute Nachmittag verschiedene Energieversorger in Bern. Einer dieser kam auf mich zu und gab seinem Erstaunen darüber Ausdruck, wieviele Informationen der ESB auf seiner Homepage veröffentlicht. Er konnte mir genau sagen, wie hoch die Eigenproduktion des ESB ist sowie diverse andere Informationen, die sich anderswo nicht finden lassen. Diese Äusserung habe ich sehr positiv aufgenommen, weil ich der Ansicht bin, dass die Information (wo stehen wir, wohin wollen wir) auch sehr transparent und offensiv erfolgen sollte. Es gibt aber auch Informationen und Daten, bei welchen nicht umsonst die Kompetenz beim Gemeinderat liegt, wie bei der Leistungsvereinbarung. Die GPK als verantwortliches Gremium des Stadtrates hat jedoch Einsicht in diese Dokumente. Sie konnte sogar den Entwurf konsultieren, bevor dieser dem

Gemeinderat vorgelegt wurde. So konnte sie sich ein Bild darüber machen, auf welcher Ebene die Eigentümerstrategie angesiedelt ist und wie die Leistungsvereinbarungen aussehen könnten. Wie gesagt, wird die GPK auch weiterhin Einsicht nehmen können.

Zum Antrag der SP sagten Frau Sermet und Herr Baltzer richtig, dass die vorgeschlagene Präambel der Eigentümerstrategie nichts Neues bringt. Sie hält sich stark an das Reglement. Das muss so sein, denn das Reglement bildet die Basis. In die Eigentümerstrategie können also keine neuen Elemente eingebaut werden. Das wäre nicht legitim und somit ungültig. Die Eigentümerstrategie muss reglementsconform sein. Der Vorschlag der SP wiederholt jedoch wichtige Punkte des Reglements als Grundsätze zu Beginn. Das kann so gemacht werden oder auch nicht, darüber kann man geteilter Meinung sein. Es kommt mir vor wie die Diskussionen darüber, was gehört in das Reglement und was in die Verordnung. Auf Verordnungsebene wird manchmal darüber diskutiert, was aus dem Reglement nochmals wiederholt werden soll und was nicht. Der Stadtrat ist frei, wie er damit umgehen will. Die vorgeschlagene Präambel sieht nichts Widersprüchliches vor, sondern wiederholt nur die bereits mit dem Reglement beschlossenen Grundsätze. Zum Antrag für Chancengleichheit möchte ich mich nicht äussern. Der Stadtrat wird schon richtig befinden... Es gibt tatsächlich verschiedene Ansichten. Mein Herz schlägt weder dafür noch dagegen. Im Gemeinderat wurde ebenfalls kurz diskutiert, ob Geschlecht und Sprache erwähnt werden sollen. Letztlich hat er aber darauf verzichtet, weil er der Meinung ist, die Chancengleichheit sei umfassend gemeint. Geschlecht und Sprache können aber auch explizit erwähnt werden, oder gar der etwas umfassendere Antrag von Frau Stöckli Schwarzen. Ich denke aber, der Stadtrat wird schon richtig dazu befinden.

Frau Rüfenacht fehlen konkretere Ziele. Sie hätte gerne mehr quantifiziert und terminiert gehabt, wie beispielsweise den Atomausstieg oder gewisse Zwischentappen festgehalten. Das sind jedoch klassische Aufgaben oder Ziele einer Leistungsvereinbarung. Der Gemeinderat hat sich bereits damit beschäftigt und sieht vor, die Leistungsvereinbarung inskünftig alle vier Jahre zu überarbeiten.

Der Antrag, der Herr Güntensperger stellen wollte, hätte mir grundsätzlich gefallen. Er wollte den ESB eng in städtische Planungsfragen einbinden und ihm auch Kompetenzen in Energiefragen einräumen. Das ist mir grundsätzlich sehr sympathisch, doch wird dieses Anliegen unter juristischen Gesichtspunkten angeschaut, gilt es beispielsweise in Bezug auf die Submissionsgesetzgebung festzustellen, dass dies nicht geht. Der ESB müsste nämlich in gewissen Situationen ausgeschlossen werden, wenn er beispielsweise einen Nahwärmeverbund realisieren möchte, weil er über Insiderwissen verfügt und dadurch bevorteilt wäre. Deshalb muss sich Herr Güntensperger wohl mit der Aussage in Kapitel 5 über die Zusammenarbeit mit der Stadt begnügen. Da Energie, Hochbau und Infrastruktur neu in einer Direktion zusammengefasst sind, ist dies eine Chance für eine engere Zusammenarbeit und einen intensiveren Austausch. Nichtsdestotrotz kann die Einbindung des ESB beispielsweise in Wettbewerbsjurs aber nicht formalisiert werden. Im Sinne der Verteidigung von Herrn Klopfenstein, der den von Herrn Güntensperger zitierten Vorstoss beantwortet hat, möchte ich anfügen, dass der ESB ursprünglich nicht erwähnt war. Vielmehr hatte der Gemeinderat ad hoc die gute Idee, den ESB auch noch zu erwähnen. Dabei hat er aber offenbar nicht weit genug

gedacht, was für Probleme daraus erwachsen könnten... Bei einer genaueren Analyse hat er dies aber realisiert und kann das nun entsprechend korrigieren. Der Baudirektor hat also immer Recht... (*Gelächter*).

Herr Güntensperger hatte aber noch weitere Fragen: So wollte er wissen, wer die ausgewählten Kunden seien, die von speziellen Telekommunikationslösungen profitieren können. Bereits heute werden "Business-to-business"-Kunden mit einem 90 km langen Glasfasernetz beliefert. Das sind vor allem grössere und rentable Kunden. Eine weitere Frage betrifft die angemessene Rendite auf dem Kapital. Dies ist in Kapitel 4 geregelt und betrifft nur den dem Wettbewerb ausgesetzten Bereich. Der ESB will also eine gewisse Rentabilität erzielen, hat aber gleichzeitig auch den Service Public zu gewährleisten. Die Arbeitsverträge sind im Übrigen privatrechtlicher Natur. Der Gesamtarbeitsvertrag (GAV) wiederum kann jederzeit neu verhandelt werden, ist daher flexibel. Im Reglement ist jedoch festgelegt, dass die GAV-Partner der Verwaltungsrat des ESB und die Sozialpartner sind und jede Seite kann jederzeit Verhandlungen starten. Auch ich wünsche dem ESB somit alles Gute auf seinem weiteren Weg!

### Votes

- sur la proposition du Groupe socialiste d'ajouter un préambule

### La proposition est refusée

- sur la proposition du Groupe socialiste d'ajouter au chiffre 3.3 "*...l'entretien du réseau public*"

### La proposition est refusée

- sur la proposition du Groupe socialiste d'ajouter au chiffre 6.2 "*ESB se positionne à tous les niveaux*"

### La proposition est refusée.

**Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville:** J'oppose la proposition du Groupe socialiste de préciser au chiffre 6.2 également quant au genre et à la langue à la proposition de Madame Stöckli Schwarzen, qui n'est cependant pas claire. Madame Stöckli Schwarzen, pouvez vous clarifier votre proposition?

**Stöckli Schwarzen Heidi, SP:** Ich habe beantragt, den von der SP bisher beantragten Zusatz zur Chancengleichheit noch zusätzlich wie folgt zu erweitern: "*... Chancengleichheit insbesondere auch bezüglich Geschlecht, Sprache und körperlicher Behinderung...*". Mein vorheriger Antrag hätte so nicht in den Wortlaut des SP Antrages gepasst (Menschen mit Behinderung) ...

### Votes

- opposition de la proposition du Groupe socialiste de préciser au chiffre 6.2 également quant au genre et à la langue à la proposition de Madame Stöckli Schwarzen

**La proposition du Groupe socialiste l'emporte sur celle de Madame Stöckli Schwarzen.**

- opposition de la proposition du Groupe socialiste à la proposition du Conseil municipal

**La proposition du Conseil municipal l'emporte sur celle du Groupe socialiste.**

**Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville:** Nous passons maintenant au vote final du projet d'arrêté. Je laisse la parole à Madame Schwickert, qui désire encore se prononcer.

**Schwickert Barbara, Sicherheitsdirektorin:** Der Stadtrat hat nun die Eigentümerstrategie beschlossen. Dahinter steckt aber noch viel mehr Arbeit. Diese ist sowohl für den Stadtrat wie auch für mich nur teilweise sichtbar. Ich möchte daher die Gelegenheit nutzen, um dem ESB für die sehr umfangreiche und kompetente Arbeit zu danken, die er im Rahmen der Rechtsformänderung und deren Umsetzung leistet. Auf der Tribüne sitzt Heinz Binggeli, seit diesem Winter Geschäftsleiter des ESB. Er hat schon sehr intensiv mitgearbeitet und wird auch weiterhin alles daran setzen, dass der ESB zeitgerecht in die neue Phase starten kann. Links von ihm sitzt Frau Andrea Wucher, Mitglied der Geschäftsleitung, zuständig für das Marketing und den Vertrieb und neben ihr Herr Holzen, zuständig für die Informatik. Besten Dank für die geleistete Arbeit!

**Stöckli Schwarzen Heidi, SP:** Ich möchte noch kurz ein Wort zur vorangehenden Diskussion verlieren. Ich möchte Menschen mit Behinderung, insbesondere mit geistiger Behinderung, nicht ausgrenzen. Vielleicht habe ich mich vorhin etwas ungehobelt ausgedrückt. Das hat sicher auch mit der Budgetdebatte zu tun. Wenn die Stadtverwaltung aber Menschen mit einer geistigen Behinderung einen Arbeitsplatz anbieten kann, ist das für mich selbstverständlich und sehr wünschenswert. Für mich fallen diese Menschen auch unter den Begriff Chancengleichheit.

**Vote**

Vu le rapport du Conseil municipal du 31 août 2012 concernant la «Stratégie de propriétaire pour Énergie Service Biel/Bienne (ESB)», et s'appuyant sur l'art. 5 du Règlement de l'entreprise municipale autonome Énergie Service Biel/Bienne (RDCo 741.1), le Conseil de Ville de Bienne **arrête**:

La stratégie de propriétaire pour l'entreprise municipale autonome Énergie Service Biel/Bienne (ESB) est approuvée.

**148. Motion urgente 20120181, Patrick Calegari, Groupe PPB plus, "Places de stationnement de courte durée à la place du Marché-Neuf"**

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 1)

Le Conseil municipal propose de rejeter la motion urgente.

**Habegger Hanspeter, BVP:** Ich vertrete Herrn Calegari in dieser Sache. Wir sind von der Antwort des Gemeinderats wenig begeistert und mit dieser nicht einverstanden. **Wir ziehen die vorliegende Motion daher zurück.** Herr Calegari wird sich zu gegebener Zeit überlegen, etwas Anderes zu unternehmen.

**149. Interpellation interpartis 20110376, Alain Pichard, PVL, Claire Magnin, Les Verts, Pierre-Yves Grivel, Forum, "Risque de développement inégal des entités scolaires biennoises?"**

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 2)

L'interpellant **n'est pas satisfait** de la réponse.

**Pichard Alain, GLP:** Die Antwort des Gemeinderats ist wieder einmal sehr ausführlich und enthält sehr viele unglaublich gehaltvolle Informationen. So lese ich beispielsweise diesen Satz: *"Die Unterschiede sind im Wesentlichen durch die Bevölkerung im Einzugsgebiet der Schulen bestimmt."* Darauf wäre ich selber wahrlich nie gekommen... Nur wer die ganze Beantwortung durchliest, erhält die richtigen Antworten. Auf die ungleiche Entwicklung der Schulen habe ich schon lange hingewiesen und diese ist nun Tatsache. Am Anfang meiner Tätigkeit als Stadtrat verlangte ich in meiner Motion 20090066 «Öffentliche Prämierung für besondere Schulleistungen» einen Bildungspreis. Der Gemeinderat antwortete mir damals abschlägig, weil er die ungleiche Entwicklung der Schuleinheiten nicht fördern wolle. In der Bildungsstrategie taucht das Thema "ungleiche Entwicklung der Schuleinheiten" nicht mehr auf. Das ist teilweise sehr bitter, sieht man die vielen Umteilungsgesuche aus Mett, Madretsch oder Bözingen, die alle auf die Schulen in der Stadt zielen. Sieht man die Anzahl Gesuche, ist klar, dass Biel grosse Probleme hat. Die Bildungs-, Sozial- und Kulturdirektion (BSK) strebt einen Ausgleich an. So werden zwei SchülerInnen weniger pro Klasse unterrichtet, ausserdem werden beispielsweise zusätzlich SOS-Lektionen angeboten. SOS-Lektionen werden normalerweise nur dann angeboten, wenn es brennt, wenn also eine Schule bereits "gekippt" ist. Ein solches Vorgehen ist also weit entfernt von einer Entwicklungsmassnahme! Kommt hinzu, dass zwei SchülerInnen weniger in Klassen, die ausschliesslich aus Migrantenkindern bestehen, nur ein Tropfen auf den heissen Stein sind! Dennoch muss ich die Erziehungsdirektion auch loben: Anders als in anderen Kantonen konnten die KbF-Klassen (Klassen für besondere Förderung) beibehalten werden. In den deutschsprachigen Schulen wurden auch die Empfangsklassen beibehalten. Warum diese aber bei den französischsprachigen Schulen gestrichen wurden, ist mir nicht klar.



Dem Stadtrat ist bekannt, wie die Fraktion GLP, wie auch eine Mehrheit der Lehrerschaft über diese Spezialangebote denkt. Die Stadt Biel offeriert ein spezielles Sportangebot und diesbezüglich muss ich Herrn Grivel Recht geben: dieses war einmal für die ganz Guten gedacht. Mittlerweile können aber alle, die in irgendeiner Auswahl sind, davon profitieren. Das ist meines Erachtens nicht Sinn dieses Angebotes. Sie erinnern sich ja vielleicht an diese berühmte Klasse, welche "gekippt" ist. Ausgerechnet der einzige Schweizer Schüler dieser berühmten Klasse stellte seinerzeit den Antrag, in die Sportklasse aufgenommen zu werden. Das war zwar gut für ihn, die Klasse aber "kippte". Was die Filière bilingue anbelangt, so entspricht die von der BSK propagierte 1/3-1/3-1/3-Lösung nicht mehr der Realität im Bildungsbereich. Soll am Angebot der Filière bilingue tatsächlich festgehalten werden, muss dieses Angebot in einem Aussenquartier ermöglicht werden und nicht im Stadtzentrum. Das Gleiche gilt für das Oberstufenmodell. Biel hat ein selektives Oberstufenmodell: Sekundar- und Realschüler werden getrennt. Wenn das weiterhin so gehandhabt wird (und ich grosses Verständnis dafür habe, sollte es nicht so sein), ist der Integrationsartikel, der unter anderem die Aufhebung von Kleinklassen vorsieht, nicht durchsetzbar. Diesfalls hätten nämlich dann die Realklassen die ganze Last der Integration zu tragen und würden so zu den zukünftigen Kleinklassen. Das ist der Punkt! Die Fraktion GLP wird den Kontakt mit der Lehrerschaft weiterhin suchen und sich für ihre Interessen einsetzen.

Zu guter Letzt noch ein weiterer Punkt, den ich, und das muss ich nun ganz klar sagen, absolut skandalös finde. Die Interpellierenden erkundigten sich, ob es stimmt, dass Holländer mit mangelnden Sprachkenntnissen in Biel unterrichten und dies erst noch in sprachrelevanten Fächern. Was hat uns der Gemeinderat geantwortet?! Die Antwort führt umfassend aus, wann welche Lehrkräfte in Biel unterrichten können sollen. Tatsächlich aber kamen während meines Wahlkampfes Personen aus meinem ehemaligen Quartier auf mich zu und erzählten mir beispielsweise, dass Lehrpersonen angestellt worden seien, die nicht einmal einen Brief schreiben könnten. Nun frage ich Sie: Wo werden diese Lehrpersonen eingesetzt? Sie werden ausgerechnet in den Realklassen eingesetzt! Getreu dem Motto: wenn die Eltern nicht deutsch können, macht es auch nichts, wenn die Lehrer es auch nicht richtig können...! Meine Damen und Herren, so werden unsere Migrantenkinder verraten! Dies, obschon mir hier immer wieder gesagt wird, wie wichtig deren Förderung sei und ich immer wieder angegriffen werde, weil ich die Migrationsfachstelle kritisiere. Das ist ein Skandal, zumal niemand davon erfährt! Eigentlich sollte doch die BSK den Interpellierenden dafür danken, dass diese sie darauf hingewiesen hat und eingestehen, dass das Controlling versagt hat. Aus der Anstellung der zwei holländischen Lehrpersonen gab es eine Riesensache und sie wurden letztlich entlassen. Das war absehbar. Ich hätte von der BSK daher erwartet, dass sie sich den Fehler eingesteht und daraus lernt. Ich bin daher von der Beantwortung massiv unbefriedigt!

**Magnin Claire, Les Verts:** Il est vrai, que les chiffres donnés par rapport à la filière "Sport-culture-Études" sont minimes, mais les investissements sociaux réalisés dans le cadre de cette filière représentent une écrasante majorité. Il y a effectivement un certain nombre de mesures, qui sont priorisées et qui par rapport aux autres coûtent cher. Cette interpellation répond aux questions très strictes et il n'y a pas de vision plus claire, mais la question primordiale, c'est que les écoles vont se développer en même temps que les quartiers. Les quartiers, qui ne se développent pas, voire très

peu, dont les bâtiments et les rues sont vétustes et mal entretenus, d'où des loyers bon marché, donneront lieu à des écoles à risque, du type "ghetto", où il n'y aura probablement pas la même égalité des chances que les autres. Il convient, dès lors, non seulement d'augmenter les moyens des écoles, mais également de rester attentif à ce qui se passe autour de l'école. C'est aussi ce qui se passe autour de l'école, qui permettra d'éviter des écoles de moindre qualité, car plus de problèmes et de difficultés au niveau des enseignants.

**Freuler Fritz, Grüne:** Zuerst möchte ich Herrn Pichard sagen, dass ich sein langjähriges schulisches Engagement für die Kinder anerkenne. Ich habe grosse Sympathien für den Lehrerberuf, der manchmal Ähnlichkeit mit der Sozialarbeit aufweist. Die Wirtschaft holt Arbeitskräfte ins Land und diese bringen ihre Familien mit. Anschliessend ist es an Lehrerschaft und Sozialarbeit, trotz ungenügender Ressourcen, die entstehenden Probleme anzugehen. Vom Lehrerberuf verstehe ich nichts, ich kenne nur die Schülersicht. Im Zusammenhang mit der vorliegenden Interpellation bin ich aber auf einen interessanten Artikel der Schweizerischen Depeschagentur gestossen. Darin wird eine Erziehungswissenschaftlerin der Universität Bern erwähnt, die für ihre Dissertation die Probleme von Ausländerkindern in 42 deutschsprachigen Primarschulklassen im Kanton Bern untersuchte. Die diesbezügliche Überschrift lautet *"Kinder lernen in Klassen mit hohem Ausländeranteil nicht schlechter als anderswo."* Die kulturelle Zusammensetzung einer Klasse spiele keine Rolle für die Schulleistungen - weder für das allgemeine Niveau der Klasse noch für die einzelnen Schüler. Allerdings würden Migrantenkinder von ihren Lehrerinnen und Lehrern auch systematisch unterschätzt, wie die Studie zeigt. Lehrkräfte trauten Ausländerkindern für die durchgeführten Tests deutlich weniger gute Leistungen zu, als diese danach erreichten. Schweizer Kinder dagegen würden eher überschätzt. Ich kann das nur zur Kenntnis nehmen und stelle gleichzeitig fest, dass andere Lehrpersonen auch zu andern Schlüssen kommen können.

**Moeschler Pierre-Yves, directeur de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture:** Nous avons à Bienne une situation particulière. Certains quartiers connaissent effectivement des situations sociales plus difficiles que d'autres. L'école est le reflet de la société et donc, dans ces quartiers, un certain nombre de mesures doivent être prises, pour faire en sorte que les difficultés solaires, qui s'y présentent trouvent une réponse à la mesure des ressources à disposition. Résoudre le problème de la ségrégation sociale dans les quartiers n'est pas un thème, qui relève de l'école, mais de réflexions de nature urbanistiques, pour ne parler que de cet aspect des choses. En tout cas cela dépasse largement les compétences du domaine de la Direction de la formation. Les responsables des écoles doivent travailler dans les écoles avec les élèves qui sont donnés et prendre pour ces élèves des mesures de soutien, d'apprentissage des langues et d'intégration aussi efficaces que possible.

Au cours des dernières années, la Direction de la formation a introduit le travail social scolaire, qui couvre une partie de la problématique. Récemment, la Direction de la formation s'est également lancée dans l'encouragement précoce, soit des mesures qui visent à favoriser l'intégration scolaire des enfants dès leur plus jeune âge. Ces mesures sont quantitativement insuffisantes et se trouvent encore en partie à l'état de projet pilote, puisqu'il faut effectivement du temps pour déterminer certaines actions à accomplir. Il convient de mettre en place une évaluation et compter également sur les

ressources nécessaires, pour étendre ces méthodes, projets et activités, à l'ensemble des écoles biennoises et des écoles qui le demandent.

Monsieur Pichard dénonce un certain nombre de situations et est mécontent de la réponse. Comme d'habitude, je ne vois pas dans vos propos de réelles propositions, qui pourraient être discutées. Un deuxième aspect dans l'interpellation de Monsieur Pichard concerne la filière bilingue et "Sport-culture-Études". Il serait faux de vouloir comparer et mélanger ces deux filières bien distinctes. La Ville devrait-elle renoncer à tout projet de développement de l'école biennoise parce que des quartiers font état de certaines difficultés sociales, voire de certaines difficultés à intégrer l'ensemble des élèves? Je ne suis pas d'accord. Le lancement d'un projet "Sport-culture-Études", c'est l'occasion de saisir la situation géographique de cette Ville à la frontière des langues françaises et allemandes, avec la proximité de l'École fédérale du sport. Ce projet essuie un succès énorme. S'il n'avait pas été réalisé à Bienne, il se serait certainement développé à Berne ou ailleurs et Bienne n'aurait pas saisi sa chance.

Les parents d'élèves attendent une réponse, par rapport à la question du bilinguisme. La Ville de Bienne est beaucoup trop lente. Les attentes des parents ont complètement changé au cours des vingt dernières années. Il y a vingt ans, les deux groupes linguistiques se protégeaient l'un de l'autre. Aujourd'hui, pratiquement tous les parents veulent que leurs enfants suivent un enseignement bilingue. Les enfants ne sont pas des cobayes. Il faut donc lancer un projet pilote et ce projet donne des résultats fantastiques, qui satisfont les parents, les élèves, qui font des progrès énormes et qui ont un immense plaisir à grandir dans les deux langues. Les enseignants sont motivés à participer à ce projet. La grande question concerne l'égalité des chances: comment pourra-t-on un jour étendre l'enseignement bilingue à l'ensemble du territoire municipal? Je laisse volontiers cette question à mes successeurs, puisqu'il faudra du temps et des ressources pour y répondre. Dans tous les cas, vu l'attente des deux groupes linguistiques et des parents allophones, une réponse à cette question s'impose. C'est un défi passionnant et je suis très content que la Ville ait pu, grâce à ce projet, faire un premier pas, qui apporte des richesses sur la qualité d'un tel enseignement en Ville de Bienne.

**150. Motion urgente interpartis 20120231, Alfred Steinmann, SP, Max Wiher, PVL, Pablo Donzé, Les Verts, "Branche Ouest de l'A5 supportable pour Bienne"**

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 3)

Le Conseil municipal propose au Conseil de ville d'adopter la motion urgente et de la radier du rôle.

**Steinmann Alfred, SP:** Ich bedanke mich beim Gemeinderat für die allerdings etwas kurze Antwort zu diesem umfassenden Thema... Hinter der Antwort steckt aber viel Arbeit, die sich nicht aus dem vorliegenden Papier ersehen lässt. Auf der Website der Stadt ist die Stellungnahme Biels zum generellen Projekt des A5-Westasts aufgeschaltet.

Zu Punkt 1 der überparteilichen Motion (Überdachung der Anschlüsse): Biel verlangt in der Stellungnahme vor allem eine Optimierung der Überdachung der Anschlüsse Bienne-Centre und Seevorstadt. Es könnten CHF 250 Mio. eingespart werden, wenn ein Teilstück von mindestens 200 m offen geführt wird, denn so müsste in den Tunnels keine Lüftung eingebaut werden. Meiner Meinung nach könnte sogar noch mehr gespart werden (heute geht es ja um das Sparen...), wenn die A5 ausser der Ausfahrtsrampe vollständig überdacht würde und für Bienne-Centre statt eines Vollanschlusses nur ein Halbanschluss in Richtung Bern realisiert würde. Zusätzlich müsste eine nur zweispurige Verbindung zum Anschluss Seevorstadt erstellt werden (statt einer vierspurigen Verbindung). Derzeit passieren nämlich nur rund 8'000 Fahrzeuge die Stadt täglich von Solothurn her kommend in Richtung Neuenburg und diese blieben auf der Autobahn. Insofern macht also eine nur zweispurige Verbindung in Richtung Seevorstadt Sinn. Die dadurch erzielten Einsparungen könnten für die vollständige Überdachung der A5 verwendet werden.

Zu Punkt 2 der Motion (der Anschluss an der Seevorstadt solle hinter der Bahnlinie stadteinwärts geplant werden): In diesem Punkt sind sich Motionäre und Gemeinderat einig. Der Anschluss darf nicht auf den Strandboden führen, sondern sollte hinter der Bahnlinie geführt werden. Die Stadt Biel bevorzugt die Variante Sputnik, welche nordseitig der Bahn zu stehen käme.

Zu Punkt 3 der Motion (die Anschlusszonen von Bienne-Centre und Seevorstadt sollen so gebaut werden, dass sie für alle Verkehrsteilnehmer (auf für den öffentlichen Verkehr und den Langsamverkehr) möglichst staufrei und gefahrlos befahrbar bleiben): In ihrer Stellungnahme an den Kanton bemängelt die Stadt Biel, dass eine Pufferzone zwischen dem Anschluss Bienne-Centre und dem Mühlefeldquartier fehlt und moniert, dass eine Staubildung auf der Achse zum Stadtzentrum nicht tolerierbar sei. Die Stadt fordert zudem, dass der öffentliche Verkehr gegenüber dem motorisierten Individualverkehr bevorzugt werde. Einen Doppelkreislauf erachtet sie für den Veloverkehr als nicht akzeptabel. Biel hat sich also nicht zufrieden gegeben und legte einen eigenen Vorschlag für den Anschluss Bienne-Centre vor. Dieser sieht eine Verschiebung des Anschlusses in Richtung Norden vor, so dass eine viel grössere Pufferzone zum Mühlefeldquartier hin entsteht als beim kantonalen Vorschlag. Allerdings scheint es mir auch bei diesem Vorschlag problematisch, dass der Langsamverkehr auch so noch immer nicht optimal gelöst wird.

Mein Fazit ist Folgendes: auch wenn der städtische Vorschlag noch nicht alle Schwierigkeiten bewältigen kann, ist er doch um ein Vielfaches besser als der Vorschlag des Kantons. In diesem Sinn bedanke ich mich für die Arbeit des Gemeinderats, der Stadtplanung und allen involvierten Mitarbeitenden. Mit der Erheblicherklärung und anschliessenden Abschreibung der Motion bin ich daher einverstanden.

**Donzé Pablo, Les Verts:** Le Groupe des Verts remercie le Conseil municipal de sa réponse. Il est question d'une branche ouest supportable et de cette jonction Bienne-Centre. Existe-t-il une variante, à la Direction des travaux publics, dans les projections sans jonction Bienne-Centre? C'est malgré tout une idée, qu'il convient encore d'avoir en tête et depuis la consultation, il n'est plus question des variantes,

qui existent encore à la Direction des travaux publics dans ce dossier, qui marquera Bienne, bien plus que tous les autres.

**Klopfenstein Hubert, Baudirektor:** Ich glaube, an dieser Stelle müssen keine grossen Diskussionen zur A5 geführt werden. Die A5-Kommission hat den städtischen Vorschlag gesehen und für richtig befunden. Die Frage, ob die Baudirektion Varianten ohne Westast geprüft habe, muss ich verneinen.

**La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.**

**151. Postulat urgent 20120230, Max Wiher, PVL, "Zones de distraction à Bienne"**

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 4)

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat urgent.

**Wiher Max, GLP:** Ich danke dem Gemeinderat für die ausführliche (und das meine ich nicht ironisch) Antwort auf mein Postulat. Ich begrüsse, dass der Gemeinderat eine Grundsatzprüfung zu Ausgangszonen durch das kantonale Amt für Gemeinden und Raumordnung (AGR) verlangt. Das Postulat entstand in Zusammenarbeit mit dem Komitee "Pro Nachtleben" in Bern. In der Zwischenzeit hat sich auch in Biel ein Komitee "Pro Nachtleben" gebildet. Dieses wird weitere Vorstösse zu diesem Thema ausarbeiten. Ich möchte mich für die gute Zusammenarbeit mit der Sicherheitsdirektorin bedanken, die uns sehr unterstützte. Ich hoffe, dass auch in der nächsten Legislatur eine ähnliche Zusammenarbeit möglich sein wird. Natürlich bin ich sehr zufrieden damit, dass das Postulat erheblich erklärt werden soll.

**Suter Daniel, au nom du Groupe Forum:** Le Groupe Forum s'oppose à ce postulat et propose de le rejeter, car notre groupe est sceptique à l'idée d'une société dite des 24 heures. Notre groupe s'inscrit plutôt du côté des biennois, qui se lèvent pour aller travailler le matin. Il s'agit d'un postulat, qui engendre de la bureaucratie et qui ne mène probablement à rien du tout. La question posée par le postulat a déjà été soulevée en 2010 par notre groupe parlementaire, sous forme d'interpellation. À cet époque, le problème se posait à la rue du Contrôle / rue du Marché-Neuf (ancienne Biella). La réponse de la Direction de la sécurité à cette question d'aménagement était, que la pragmatique était préférable. Le pragmatisme dans les oreilles d'un libéral sonne bien. Entre-temps, ce problème est résolu. La Biella n'est plus occupée par un club de nuit. Les exploitants ont déménagé à la rue Centrale et tout va bien. En réalité, ces zones de distractions existent déjà à Bienne, au gré des autorisations de prolongation de l'horaire d'ouverture de l'hôtellerie et de la restauration, qui sont accordées. Ces autorisations sont accordées de manière concentrée et systématique. Il s'agit donc d'une pratique et c'est là tout la pragmatique. Ainsi, ces zones à la rue Centrale, où se trouve une grande concentration d'établissements avec une prolongation de l'horaire, existent. Une autre concentration de ces établissements se trouve à la place Guisan, mais réglée d'une manière, un peu plus différencié, du fait que la situation est plus délicate. Une autre concentration se trouve à la Vieille Ville,

sachant qu'il y a 70% d'habitats, vis-à-vis desquelles certains égards s'imposent également.

Ainsi, depuis des décennies, tout se passe très correctement, d'une manière pragmatique, au gré des autorisations d'hôtellerie et de restauration. Si ce postulat est admis, il y aura des groupes d'études, qui se réuniront et finalement, la situation ne s'améliorera pas, par rapport à aujourd'hui. La situation actuelle, en comparaison d'une situation réglée par un plan, offre une certaine souplesse, car effectivement la situation de la rue Centrale peut évoluer, comme a évolué celle de la rue du Contrôle. Cette question est dirigée d'une manière pratique et que si d'aventure l'hôtellerie est interdite dans une zone de travail, comme par exemple aux Champs-de-Boujean, il est évidemment toujours possible de revenir sur ce règlement et d'instaurer la possibilité d'hôtellerie dans les zones de travail. Mais, ce n'est pas pour cette raison, que la Ville doit lancer un certain nombre d'études, qui occuperont l'Administration inutilement et ne mèneront finalement à rien. Pour toutes ces raisons, le Groupe Forum propose de rejeter ce postulat.

**Donzé Pablo, Les Verts:** Monsieur Suter, le Groupe des Verts est aussi très libéral. Je me lève personnellement très tôt le matin et cela ne m'empêche pas, parfois, de me coucher tard. C'est surtout la deuxième partie du postulat, qui interpelle notre groupe parlementaire. Selon quels critères peut-on définir des endroits animés la nuit, sans tomber dans l'illégalité? Les règles exigent souvent de trouver des solutions et de discuter des problèmes, mais lorsque des solutions sont recherchées, les propositions penchent très rapidement en faveur de la fermeture des établissements et du calme dans les quartiers. Or, les vraies solutions pour une vie nocturne animée manquent souvent cruellement. Il est clair, que les zones de distractions ont leur limite. Il y a une certaine rigidité et un risque de ghettoïsation de la vie nocturne. Que se passe-t-il, si une zone est définie à un endroit et qu'à un autre endroit une animation s'ouvre, par exemple dans le cas d'un collectif qui utilise un bâtiment et qui désire l'animer? Ces questions sont ouvertes et il faut y trouver une réponse. C'est bien pour cela qu'il faut réaliser une étude et évaluer si ces zones de distractions peuvent ou non apporter une solution. Bien sûr, il faut respecter les heures de repos, mais il convient également de trouver des solutions pour tous les autres. Ce postulat a le mérite de chercher ce genre de solutions, c'est pourquoi le Groupe des Verts soutient ce postulat et attend avec intérêt le travail qui en découle.

**Garbani Charlotte, PSR:** Monsieur Suter, tout le monde n'a pas la chance d'être membre du Conseil de ville et de se coucher tard, uniquement en raison des séances du Conseil de ville. Personnellement, je me couche très tôt le matin, ce qui ne m'empêche nullement de travailler. Cela me fait plaisir d'entendre, que la droite n'est pas forcément pour une société dite des 24 heures, soit des magasins ouverts en permanence. C'est bien de voir que les idées socialistes sont partagées par d'autres partis. Concernant les zones de distractions, je ne crois pas reconnaître dans les propos de Monsieur Suter la situation en Ville de Bienne. La Biella a définitivement fermé ses portes. C'est le Duo qui s'est déplacé, un club extrêmement commercial. Ainsi, tout ce qui n'était pas très commercial, d'une culture un peu plus alternative, ferme ses portes à Bienne, exception faite de la Coupole. Les zones qui existaient à la rue du Contrôle et à la rue Schöni fonctionnaient correctement lorsqu'il des prolongations des heures d'ouverture ont été instaurées, afin de ne pas déranger la population pendant toute la nuit. Cette situation a changé de manière inattendue, ce

qui est vraiment dommage, car c'était une situation idéale, approuvée entre autres également par les habitant(e)s du quartier, des solutions absolument innovatrices, dont certaines villes comme notamment Amsterdam se sont inspirées. À mon avis, si Bienne sert d'exemple au niveau européen, c'est un très bon signe, mais tout cela a été radié et n'existe plus. Tout a été concentré sur la rue Centrale, qui est une zone absolument invivable actuellement, où seuls les clubs riches peuvent se permettre de payer des autorisations. Les zones de distractions à Bienne peuvent faire l'unanimité ou pas du tout, mais il s'agit avant tout de réaliser une étude, afin de déterminer si ces zones sont viables ou pas. Je ne pense pas, que quelqu'un soit capable de dire, avant la réalisation de cette études, si ces zones sont viables ou pas. Il y a certainement beaucoup d'éléments à prendre en compte et je ne pense pas, que Berne soit absolument l'exemple à suivre, vu qu'elle a été jugée la capitale la plus ennuyeuse d'Europe ou du Monde, je ne sais plus. Je suis d'avis, que la proposition faite par le Conseil municipal doit être absolument suivie, ce que recommande également le Groupe socialiste.

**Suter Daniel, PRR:** Voilà donc une conception différente de la gestion de la cause publique, alors que ce qui existe aujourd'hui à Bienne fonctionne et correspond à un besoin. Je me souviens personnellement également d'une phrase contenue dans la réponse du Conseil municipal. La Ville de Bienne souhaite une vie nocturne foisonnante. Il est clair, que la vie nocturne est absolument nécessaire pour une ville, mais une ville nécessite également une bonne qualité de vie et une qualité de l'habitat. Il convient, dès lors, de savoir ménager les choses correctement. C'est également la préoccupation de ce postulat, mais au lieu de réaliser des études, il serait peut-être également envisageable de continuer comme maintenant. Il n'y a pas besoin d'étude complémentaire. La Biella est fermée, car le gérant s'est aperçu que les affaires ne marchaient plus. C'était surtout pour des raisons commerciales. Ces clubs doivent gagner leur vie et sont clairement des entreprises commerciales. À ce niveau, rien n'a changé, mais la proposition faite au Conseil de ville, c'est d'en rester à la simplicité et d'éviter des complications inutiles.

**Sylejmani Ali, PSR:** Voilà encore une étude de plus. Personnellement, je ne suis pas trop en faveur de ces études. Cette Ville possède des ressources. Monsieur Suter a également souligné les avantages d'une approche pragmatique de la question. Bienne ne se trouve pas dans une voie sans issue. Si la réalisation d'une étude est réalisée, il conviendrait certainement de rajouter un point, à savoir comment intégrer les organisateurs, les restaurateurs, tous les acteurs qui animent la vie nocturne, afin que leur implication s'inscrive dans un partenariat avec la Ville de Bienne. Finalement, c'est la Ville qui supporte les conséquences de ces nuisances nocturnes, comme le bruit, les déchets, tout cela a un prix, sans oublier toute la question sécuritaire. Il faudra donc prévoir dans ces études la question de l'engagement apporté par ces acteurs de la vie nocturne, notamment par rapport à cette question de coûts pour la Ville, mais également pour le contribuable.

**Wiher Max, GLP:** Herr Suter, wenn die Stadt den Kopf in den Sand steckt und diese Untersuchungen nicht veranlasst, ist das pragmatisch und alles wird gut...?! Das Komitee hat ungefähr 20 Kulturveranstalter und -betreiber sowie Restaurateure eingeladen und sich deren Probleme angehört. Sie hätten dabei sein sollen, Herr Suter! Es waren nicht nur ein oder zwei Probleme, sondern einige mehr. Es ist meines Erachtens nicht schlecht, wenn diesen Interessengruppen Gehör verschafft

wird, denn sie haben grossen Anteil am Leben dieser Stadt. So tragen sie zur Unterhaltung bei, was nicht zuletzt auch ein Marketingargument für den Tourismus ist. Auch das Nachtleben ist ein wirtschaftlicher Faktor. Dabei denke ich an Städte wie Madrid, wo Touristen wochenendweise hingehen und sich amüsieren. Die Stadt Biel ist attraktiv für die Region: Die Leute kommen in die Stadt, um einzukaufen, zu essen und ähnliches. All das darf nicht vernachlässigt werden. Schon gar nicht darf einfach so getan werden, als ob alles gut würde, wenn alles so belassen wird, wie es ist. Unseres Erachtens sollte etwas getan werden. Wenn sogar der Gemeinderat uns darin Recht gibt, hoffe ich doch, dass auch der Stadtrat dies unterstützt.

**Klopfenstein Hubert, Baudirektor:** Um mich diplomatisch auszudrücken: alle haben in dieser Diskussion ein bisschen Recht - so sage ich zumindest nichts Falsches. *(Gelächter)* Der Gemeinderat hat lange über dieses Thema diskutiert und nimmt es ernst. Eigentlich geht es um die Tücken einer 24-Stunden-Spassgesellschaft... Der Gemeinderat hat jedenfalls zweimal darüber diskutiert und sieht die Probleme. Aus diesem Grund formuliert er auch zurückhaltend: *"In diesem Sinne empfiehlt der Gemeinderat dem Stadtrat, das dringliche Postulat erheblich zu erklären."* Das Anliegen ist aber tückisch. Die Prüfung einer "Ausgangszone" ist kein planungsrechtlicher Aspekt und wirft insofern viele Fragen auf. Es kann nicht einfach eine Ausgangszone definiert und gesagt werden, dort könnten Parties gefeiert werden. Dadurch würden neue Ungleichheiten geschaffen. Der Gemeinderat wird das Anliegen aber prüfen, zumal auch der Kanton sich mit ähnlichen Fragen beschäftigt. Der Kanton, respektive das kantonale Amt für Gemeinden und Raumordnung (AGR), will die Frage zusammen mit den Gemeinden, u.a. auch Biel, aufarbeiten und prüfen, ob eine Zonenplanänderung grundsätzlich möglich wäre. Das "Killerargument" für eine solche Zone wird wohl die hierfür notwendige Volksabstimmung sein. Einen positiven Ausgang einer solchen erachte ich aber als wenig wahrscheinlich. Vorderhand sind wir aber noch nicht so weit. Die Schaffung von Ausgangszonen soll nun aber erst einmal geprüft werden, der Teufel liegt aber bekanntlich im Detail. Viele mögen heute Ausgangszonen als eine tolle Lösung sehen, sobald aber klar wird, was geht und was nicht, kann sich das wieder ändern. Eine Prüfung ist aber angebracht und ich hoffe, wir kreieren keinen riesigen Papiertiger... Wenn der Kanton aber schon einmal die Federführung übernehmen will, dann macht auch die Stadt Biel mit, wenn auch - wie gesagt - das Volk das letzte Wort haben wird. Deshalb kann der Stadtrat dem Gemeinderat folgen, der eine Erheblicherklärung *"in diesem Sinne"* beantragt.

**Schwicker Barbara, Sicherheitsdirektorin:** Eigentlich handelt es sich beim vorliegenden Postulat um ein Geschäft der Stadtplanung. Gleichzeitig betrifft es aber auch die Sicherheitsdirektion und auch das Regierungsstatthalteramt. Im Rahmen der ersten Lesung zum Polizeireglement äusserte ich mich zu den Ausgangszonen kritisch. Das ist immer noch der Fall. Ich kann die Meinung, dass unter Umständen neue Gettos geschaffen werden, gut nachvollziehen. Ich bin mit der pragmatischen Lösung, die heute in der Stadt gilt, zufrieden. Diese kann wachsen und sich im Dialog verändern. Es wird aber nie möglich sein, einen Konsens zu finden, darüber müssen sich alle im Klaren sein. Es ist eine Frage, die auch gesellschaftspolitisch interessiert. Damit die Stadt einmal weiss, in welche Richtung sie gehen soll, finde ich es gut, wenn der vorliegende Vorstoss jetzt unterstützt wird und die Ausgangszonen auch von rechtlicher Seite geprüft werden. Diese Prüfung wird aber auch die Gelegenheit bieten, zu klären, wie sich die Stadt zu diesem Thema verhalten will und welche Mittel dafür eingesetzt werden sollen. Der städtische Spielraum ist aber relativ eng, denn



Vieles ist über die übergeordnete Gesetzgebung geregelt. In diesem Sinn finde ich die im Postulat aufgeworfenen Fragen sehr spannend. Ich fände es gut, sie zu prüfen, auch wenn für mich sowohl rechtlich als auch inhaltlich unsicher ist, ob Ausgangszonen ein sinnvolles Instrument sind.

**La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.**

**152. Motion 20120116, Nathan Güntensperger, Groupe PVL, "Droit de consultation du Conseil de ville en matière de finances auprès des bénéficiaires de subventions"**

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 5)

Le Conseil municipal propose d'adopter la motion sous forme de postulat et de le radier du rôle comme étant réalisé.

**Güntensperger Nathan, GLP:** Wie sich in der Vergangenheit gezeigt hat, war die Kontrolle über die Stiftung durch die Aufsichtsstelle nicht ausreichend, um eine wiederholte, faktische Zahlungsunfähigkeit des Orchesters abzuwenden. Die Stiftungsaufsicht hat in erster Linie zu prüfen, ob die Gelder dem Stiftungszweck entsprechend verwendet werden und weniger die Rentabilität, respektive die finanzielle Situation der Stiftung. Sonst wäre der Stiftung Orchester (TOBS) wohl nicht zweimal das Geld ausgegangen... Das vom Gemeinderat erwähnte Öffentlichkeitsprinzip ist schön und gut. In meinen Augen ist es aber nicht im Sinn einer objektiven Entscheidungsfindung, wenn der Gemeinderat praktisch die Verantwortung über das Vorhandensein von entscheidungsrelevanten Zahlen den Stadtratsmitgliedern aufbürdet. Ich verlange, dass alle für den Entscheid über eine Subvention relevanten Daten zukünftig in den entsprechenden Unterlagen zur Verfügung gestellt werden. Sonst werde ich einfach Nein stimmen. Eigentlich bin ich von der Antwort des Gemeinderats nicht befriedigt. Aber die Information, dass sich nur noch die Stiftungen bequem, einen jährlichen Geschäftsbericht zu erstellen, führt dazu, dass ich die Umwandlung in ein Postulat und dessen Abschreibung akzeptiere. Ich hoffe aber, dass in den Geschäftsberichten inskünftig die wirklich relevanten Zahlen zu finden sind.

**Fehr Erich, Stadtpräsident:** Die Stadtratsgeschäfte enthalten jeweils die entscheidungsrelevanten Angaben, nur misstraut Herr Güntensperger diesen. Falls Sie vertiefere Informationen wünschen, müssen Sie die Dokumente in der sogenannten GPK-Mappe konsultieren. Diese enthält nämlich die dem Gemeinderatsentscheid zugrunde liegenden Gemeinderatsakten. Der Gemeinderat entscheidet über solche Geschäfte nicht im luftleeren Raum. Stadtratsgeschäfte müssen für 60 Stadtratsmitglieder, Medien und weitere Interessierte auf eine durchschnittliche "Aggregationsebene" aufbereitet werden. Das heisst, sie enthalten normalerweise nur die Eckwerte. Würden sie zusätzlich die kompletten Geschäftsberichte, Businesspläne oder Analysen beinhalten, wären die Stadtratsdossiers dermassen dick, dass sie den Grossteil der Adressaten eher abschrecken würden. Vor allem aber würde viel Altpapier produziert. Die GPK-Mappe steht den Stadtratsmitgliedern

auf dem Ratssekretariat und während der Stadtratssitzung zur Verfügung und die Stadtratsmitglieder können die relevanten Geschäftsunterlagen dort einsehen. Ausserdem haben die Stadtratsmitglieder jederzeit die Möglichkeit, sich bei der zuständigen Direktion zu melden und sich diese Unterlagen zuschicken zu lassen. Stadtratsberichte mit fünf, sechs oder mehr Beilagen sind nicht sinnvoll und auch der Stadtrat hat sich dahingehend geäußert, dass er das nicht wolle. Das Anliegen von Herrn Güntensperger lässt sich daher problemlos erfüllen, aber nicht dadurch, dass dicke Aktenstöße zu Stadtratsgeschäften aufbereitet werden. Das macht nicht Sinn.

**Güntensperger Nathan, GLP:** Soweit ich mich erinnern kann, war im Stadtratsbericht für die Subventionierung des TOBS (Theater und Orchester Biel-Solothurn) einzig die Höhe der Subvention enthalten, also wieviel Subvention das TOBS erhalten soll und wieviel es vorher bekam. Dazu war zu erfahren, wieviel Eigenrendite das TOBS erarbeitet hatte. Das war alles - und das ist zu wenig!

**La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.**

**153. Motion 20120121, Roland Gurtner, Passerelle, "Participation politique des étrangères et étrangers de Bienne"**

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 6)

Le Conseil municipal propose de transformer la motion en postulat et de l'adopter en tant que tel.

**Gurtner Roland, Passerelle:** Il est trop souvent oublié, que l'intégration n'est pas un processus à sens unique, mais un processus réciproque. Pour qu'un étranger ou qu'une étrangère puisse s'intégrer à notre société, il ne suffit pas, comme certains milieux se plaisent à le répéter, d'apprendre la langue du pays et de respecter nos lois et règlements. Il faut se sentir accueilli et respecté, avec toute la richesse que cela apporte, car lorsqu'une personne se sent rejetée, exclue, voire discriminée, elle ne peut se sentir intégrée. L'accueil de ces personnes venues d'ailleurs doit se faire dans un esprit d'ouverture, afin de favoriser l'intégration par cette attitude, ne serait-ce qu'un regard, un sourire ou un salut. Tel est le sens de cette motion et le Conseil municipal l'a bien compris, puisqu'il affirme dans les points forts de sa politique de la législature 2009-2012 en cours, au point fort 6, "Cohabitation", que le processus d'intégration implique chaque habitant(e) biennois(e) et requiert de la part de la population indigène, comme étrangère, la volonté d'agir de manière constructive. Je suis extrêmement satisfait, d'observer que le Conseil municipal est disposé à améliorer les possibilités de participation pour les étrangères et étrangers de notre Ville, en tant qu'élément d'intégration supplémentaire. Les opposants à cette proposition de participation politique ne manqueront pas d'affirmer, que si les étrangers et étrangères désirent participer à notre politique, ils n'ont qu'à acquérir le droit de vote par la naturalisation, mais ce sont ces mêmes milieux qui interviennent régulièrement, pour durcir les conditions d'obtention du passeport à croix blanche.

Or, cette motion ne concerne pas un droit de vote, mais un droit de participation. Un droit, qui permet aux étrangers et étrangères d'exprimer leurs idées et qui montre, que la Ville s'intéresse à leur avis; un signe fort d'ouverture et de reconnaissance destiné à faciliter l'intégration; un moyen destiné à encourager les étrangères et étrangers à s'intéresser au fonctionnement de notre démocratie; une incitation à participer à notre vie politique et donc également une incitation à obtenir la nationalité suisse, qui leur permettra un jour d'exercer pleinement leurs droits politiques. Ainsi, la participation politique ne doit pas être comprise comme l'aboutissement du processus d'intégration, mais bien comme un instrument destiné à faciliter ce processus. Il appartient au Conseil municipal de proposer au Conseil de ville les modalités d'application qu'il juge appropriées pour l'introduction d'un tel droit et en particulier, de définir en collaboration avec la Commission d'intégration, qui a le droit de déposer une proposition au Conseil de ville. Cela peut être un certains nombres d'individus ou les représentants d'organisations de migrants, comme à Berthoud et à St-Gall.

Je suis en désaccord avec la proposition du Conseil municipal, d'accepter cette motion sous forme de postulat. Pour régler les modalités en détail d'une telle participation, il convient d'établir une base légale. Or, que celle-ci soit ancrée dans le Règlement de la Ville, dans celui du Conseil de ville ou dans un autre règlement, comme à St-Gall dans un règlement de participation, c'est bel et bien le Conseil de ville, qui est finalement compétent, pour approuver le règlement en question. Je ne vois donc pas pourquoi le Conseil municipal propose de transformer cette motion en postulat, puisque cet objet ne relève pas de sa compétence. Selon l'art. 40, al. 1 du Règlement du Conseil de ville, la motion donne mandat au Conseil municipal, de présenter un projet d'arrêté ou de règlement au Conseil de ville. C'est exactement ce que je demande. Le libellé de la motion est également clair en ce qui concerne la forme de participation politique demandée. Il n'est nullement question d'un droit de pétition, mais bien d'un droit de proposition au Conseil de ville, au sens où d'autres villes l'ont déjà introduit. **Je demande donc à ce que cette motion ne soit pas transformée en postulat et prie d'accepter cette intervention en tant que motion.**

**Magnin Claire, Les Verts:** Le Groupe des Verts a toujours combattu pour que la population étrangère, qui vit en Suisse, puisse acquérir un droit de vote. Qui paye des impôts et réside à Bienne devrait également pouvoir voter dans sa ville de résidence. Or, les villes du canton de Berne ne peuvent pas accéder à cette possibilité d'élargissement du droit de vote à leur population étrangère. Cette proposition va dans le bon sens. C'est un pas vers un meilleur et plus grand droit de participation des étrangers et étrangère en Ville de Bienne. C'est aussi une manière de donner une issue à des demandes et propositions faites de la part de la population et qui ont de la peine à trouver un débouché auprès des autorités compétentes. Cette possibilité contribuerait à donner de l'espoir et le sentiment d'être entendu, aussi sur le plan politique. Monsieur Gurtner maintient sa motion ce que je peux tout à fait comprendre. Ce soir, il s'agit avant tout de donner un signal fort et de demander, qu'une proposition dans ce sens soit réellement apportée par le Conseil municipal et pas seulement d'envisager de mener une étude sur cette question. Le Conseil municipal a toutes les attitudes pour proposer diverses solutions et d'aller de l'avant avec ce projet. Le Groupe de Verts demande donc d'accepter le maintien de la motion de Monsieur Gurtner.

**Oliveira-Jorns Renate, Fraktion Forum:** Die vorliegende Motion bittet den Gemeinderat, eine legale Basis zu schaffen, damit Personen mit ausländischem Pass in Biel die Möglichkeit erhalten, sich politisch einzubringen. Die Motion macht aber keine konkreten Vorschläge, wie das passieren soll. Vielmehr zeigt sie auf, wie dies andere Städte handhaben. Ich habe selber auch recherchiert und sah, dass in Winterthur ein Ausländer/innen-Beirat existiert. Dieser setzt sich aus in Winterthur wohnhaften Personen mit ausländischem Pass zusammen und hat die Möglichkeit, dem Stadtrat direkt Antrag zu stellen. In Biel gibt es demgegenüber ein "Integrationskonzept". Ich habe dieses zu wenig präsent, denke aber, dass die Stadt damit eine adäquate Plattform besitzt. Die Fraktion Forum stellt sich gegen die Empfehlung des Gemeinderats. Sie lehnt die Motion ab und will diese auch nicht in ein Postulat umwandeln.

**Fischer Pascal, Die Eidgenossen:** Herr Gurtner, in dieser Vorlage ist eigentlich nichts "bien compris", denn im September 2010 lehnte das Bieler Stimmvolk die Initiative "zäme läbe - zäme stimme" klar ab und distanzierte sich damit von einer politischen Zusammenarbeit mit AusländerInnen. Ich habe den Eindruck, dass in einigen linken Kreisen in den letzten zwei, drei Jahren Volksbeschlüsse nicht mehr goutiert werden: Was das Volk ablehnt, kommt durch die Hintertür dennoch wieder ins Parlament. Mühe habe ich auch mit der Antwort des Gemeinderats, wenn er schreibt: *"Der Gemeinderat geht davon aus, dass die eigentliche Forderung der Motion im fett gedruckten Teil des Vorstosses bewusst sehr offen formuliert wurde und so die Möglichkeit besteht, die in anderen Städten getroffenen Lösungen in geeigneter Form zu adaptieren."* Ich finde es seltsam, wenn der Gemeinderat schreibt, er gehe davon aus, dass dies oder jenes gemeint sei... Die Fraktion SVP/Die Eidgenossen lehnt die vorliegende Motion ab.

**Sylejmani Ali, PSR:** Ce sujet me touche particulièrement. Je suis personnellement passé par ces étapes et me trouve encore aujourd'hui dans un parcours perpétuel d'intégration. Je ne suis cependant pas sûr, que cela soit une bonne idée, d'avoir des propositions de la population étrangère. Cela ne fera que creuser encore plus nos clivages gauche-droite et que de confronter les propositions de cette population étrangère à nos petites guerres. Je réfléchis et j'ai beaucoup de peine à contenir mon émotion. Mon parcours personnel me nourrit et me donne une profondeur de réflexion par rapport à cette motion. Qu'est-ce que cette population a-t-elle de si spécifique, que la population autochtone ne peut pas partager? Sans même devoir sortir du cadre de ce Conseil de ville, pourquoi les membres du Conseil de ville ne pourraient-ils pas présenter les préoccupations de la population dans son entier? Je ne pense pas, que cette couche de population étrangère possède quelque chose de particulier et de spécifique. Tous les politiciens et politiciennes peuvent considérer ces personnes comme des citoyens et citoyennes de la Ville de Bienne à part entière, quelque soit leur origine ou passeport et ils ou elles peuvent réfléchir intelligemment, comment inscrire leurs besoins (par des pétitions ou autres), sans devoir les stigmatiser encore plus en les présentant comme population étrangère à part.

**Némitz Cédric, PSR:** Il est évident, que la participation de toutes les catégories de notre population, qui souhaite participer à l'action publique et au débat public, puisse exister. C'est utile de la part des personnes migrantes, mais c'est également utile de la part des jeunes. Bienne a un Parlement des jeunes naissant, qu'il conviendrait d'intégrer dans cette réflexion. Notamment, comment faire afin que les jeunes, qui

n'ont pas encore l'âge de voter ainsi que ceux qui n'ont pas de passeport suisse, puissent tout de même participer à la vie de leur ville, en faisant part de leurs réflexions. Le Groupe socialiste soutient donc évidemment cette motion.

**Pichard Alain, GLP:** Die Fraktion GLP hätte den Vorschlag des Gemeinderats akzeptiert. Nun soll aber die Motion aufrecht erhalten werden. Dahinter kann die Fraktion GLP nicht stehen. So geht das nicht! Bereits vor ein paar Jahren wurde die Jugendmotion mit genau der gleichen Begründung, dass all diese Institutionen bereits bestünden, abgelehnt. Nun kommt ein ähnlicher Vorstoss für MigrantInnen. Ich weiss nicht, weshalb! In der SP hat es viele MigrantInnen, in den Gewerkschaften ebenfalls und in den Quartierleuten sind sie vertreten... Es gibt also bereits enorm viele Möglichkeiten, wie sich MigrantInnen einbringen können! Vor allem dürfen aber MigrantInnen nicht privilegiert werden. Die Partizipation der Bevölkerung ist ein wichtiger Punkt, dazu gilt es, sich Gedanken zu machen. Diese Überlegungen müssen aber gesamthaft angestellt werden und nicht nur für eine Gruppe. Ich finde Herr Gurtner, Sie haben hier einen typischen Vorstoss "für die Galerie" eingereicht. Die bestehenden, reellen Probleme der MigrantInnen werden aber mit solchen Vorstössen "für die Galerie" nicht gelöst, das bringt doch nichts! Die reellen Probleme stellen sich für sie in der Schule und in der Arbeitswelt. Die Integration von MigrantInnen erfolgt über den Arbeitsmarkt und dort besteht auch Handlungsbedarf. Dazu schweigen Sie aber, Herr Gurtner. Sie machen immer wieder solch überdimensionierte politische Vorstösse, die keinen Bezug zur Basis haben! Vielleicht mögen solche Vorstösse für ein paar Leute in ihrem Umfeld zwar interessant sein. Da aber gleich von einer Stigmatisierung zu sprechen?! Ich sage Nein dazu, denn es bestehen genug Angebote und Möglichkeiten, sich einzubringen, es braucht keine besondere Privilegierung! Deshalb sagen wir Grünliberale Nein dazu, denn dies käme einer Stigmatisierung gleich. Gerade nach dem von Herrn Fischer erwähnten Volksentscheid möchte ich Herrn Gurtner dazu raten, etwas pragmatischer vorzugehen. Die Fraktion GLP hätte zusammenfassend also die Erheblicherklärung des Postulats unterstützt, ganz sicher aber nicht das Anliegen in Form einer Motion.

**Bösch Andreas, Grüne:** Persönlich finde ich es auch schade, dass der vorliegende Vorstoss nun nicht als Postulat sondern als Motion erheblich erklärt werden soll. Ich finde es etwas weit hergeholt, zu sagen, dass 61,7% des Stimmvolkes, welches die Initiative "zäme läbe - zäme stimme" ablehnte, auch nicht gewollt habe, dass die ausländische Bevölkerung an der Politik partizipiere. Es gilt, sich bewusst zu machen, dass die ausländische Bevölkerung uns nichts vorschreiben oder zu etwas zwingen können soll, sondern es geht darum, dass sie Vorschläge einreichen können soll, sei dies in Form einer Motion oder vielleicht auch nur eines Postulats. Es stimmt auch nicht, dass nur Probleme angeprangert werden sollen, wie Herr Pichard meint. Es könnten durchaus auch sehr positive und anregende Vorschläge eingebracht werden. Ich selber erinnere mich natürlich noch gut an die Diskussion zur Jugendmotion und ich bedaure es nach wie vor, dass diese damals nicht angenommen wurde. Ich finde, es könnte Hand geboten werden, zumal über solche Vorschläge letztlich der Stadtrat befinden würde.

**Kaufmann Stefan, FDP:** Die Fraktion Forum bekundete bereits mit dem Postulat Mühe und dem Anliegen als Motion sowieso. Ich verstehe das Anliegen nicht ganz,

denn ich bin der Meinung, dass jede Bevölkerungsgruppe in der Stadt ihre Ansprechpartner hat, die ihre Anliegen im Stadtrat vertreten können. Auch die ausländische Bevölkerung hat eine Lobby im Stadtrat. Ich sehe nicht ein, weshalb sie bevorzugt behandelt werden müsste. Den HundehalterInnen und RentnerInnen stehen solche Möglichkeiten auch nicht zur Verfügung. Ansonsten müssten allen Bevölkerungsgruppen eine Lobby zur Seite gestellt werden, damit auch sie sich politisch einbringen können. Grosse Mühe hat die Fraktion Forum ferner damit, dass zwei Jahre nach einer abgelehnten Volksabstimmung das gleiche Anliegen wieder vorgebracht wird und dem Gemeinderat gleichzeitig vorgeworfen wird, die erneute Einführung von Doppelmandaten sei eine Zwängerei, da sie zwei Jahre zuvor ebenfalls abgelehnt worden seien. Damit habe ich Mühe.

**Löffel Christian, EVP:** In einem vorherigen Geschäft war von Chancengleichheit die Rede. Beim vorliegenden Vorstoss frage ich mich, wo diese bleibt. Warum soll gerade den AusländerInnen ein Instrument in die Hand gegeben werden und nicht auch allen anderen Bevölkerungskreisen? Haben SchweizerInnen diese Möglichkeit auch? Sagt man dem jetzt Chancengleichheit? Vorhin hätte noch alles Mögliche definiert werden sollen, nun liegt aber ein Vorstoss vor, der 180° in eine andere Richtung geht. Das ist absolut unverständlich! Ist jemand wirklich interessiert am politischen Geschehen in dieser Stadt und möchte sich einbringen, kennt diese Person mit grösster Wahrscheinlichkeit irgendein Stadtratsmitglied, an das es sich wenden kann. Es steht allen BielerInnen offen, ihre Anliegen bei den Stadtratsmitgliedern anzubringen. Dazu braucht es keine Sonderregelung und dafür muss auch die Verwaltung nicht bemüht werden. Nach den gestrigen und heutigen Debatten dürfte klar sein, dass diese definitiv anderes zu tun hat...!

**Scherrer Martin, Fraktion SVP/Die Eidgenossen:** Ich möchte noch etwas anmerken: Viele Bekannte fragen mich, weshalb die Stadt dieses und jenes nicht beeinflusse und bitten mich, einen Vorstoss in diese oder jene Richtung einzureichen. Der Vorteil eines Stadtratsmitglieds ist, dass es weiss, welches die Kompetenzen des Stadt- und welches diejenigen des Gemeinderats sind, was kantonal und was eidgenössisch geregelt ist. Die meisten, an mich gelangenden Anliegen, liegen gar nicht in der Kompetenz des Stadt- oder Gemeinderats. Insofern ist es ein Vorteil, wenn Vorstösse nur vom Stadtrat eingereicht werden können. Was meine Vorredner sagten, hat auch für mich Gültigkeit: es kann nicht sein, dass einer bestimmten Bevölkerungsgruppe ein Recht eingeräumt wird, das die restliche Bevölkerung nicht hat. Es erstaunt mich, dass dieser Vorstoss von Links kommt. Die Linke sagt immer, sie kümmere sich um die AusländerInnen und solle sie integrieren. Wenn sie solche Vorstösse einbringt, hat sie aber offensichtlich einen schlechten Draht zu den AusländerInnen.

**Donzé Pablo, Les Verts:** J'hallucine, une gauche qui doit intégrer les étrangers et étrangère! C'est nouveau! Il est question ici de "zusammen leben, zusammen stimmen", droit de voter et d'élire, ce qui a été refusé. Ici, il est question d'un droit de propositions, ce qui est une chose totalement différente. Il n'y a pas de droit démocratique et ni de décision sur les propositions apportées. Dès lors, la question du pourquoi des étrangers et pas les bûcherons et les "Hundehalter", etc. Car, les lobbys suisses peuvent se présenter, s'ils ont quelque chose à défendre. Les étrangers et étrangères ne peuvent pas se présenter, s'ils ou elles ont des choses à défendre et ce n'est pas à la gauche, ni à la droite de proposer des décisions d'une

communauté étrangère, qui souhaiterait faire passer un message en son nom, sans couleur politique. Voilà pourquoi le Groupe des Verts soutient absolument cette motion.

**Gurtner Roland, Passerelle:** Je suis d'accord avec Monsieur Kaufmann et avec le Conseil municipal, qu'il n'est pas possible de compenser une chose, qui a été refusée par le souverain biennois, il y a deux ans. Or, c'est exactement ce que le Conseil municipal fait, en proposant de réintroduire le principe des doubles mandats. Je ne me priverai pas de le rappeler à l'occasion! Le problème, comme l'a parfaitement bien relevé Monsieur Donzé, c'est que ce n'est pas du tout la même chose et c'est faux de prétendre, comme évoqué par Monsieur Kaufmann, qu'il s'agit ici d'une proposition semblable. Les décisions du peuple sont là pour être respectées. Monsieur Fischer a prétendu, qu'avec cette votation il était question de mettre fin à toute collaboration politique avec la population migrante, ce qui n'est absolument pas le cas. Un droit de vote a été refusé, probablement du fait de conditions facilitées pour obtenir ce droit, puisqu'il suffisait de résider trois mois dans la commune, pour obtenir ce droit de vote. Mais, cela ne veut pas dire, que toutes les possibilités de participation politique, sous une forme ou une autre, ont été abandonnées.

Par rapport aux propos de Monsieur Pichard, sur l'utilité ou non d'introduire un tel droit, j'aimerais rappeler, qu'en Suisse, la Loi fédérale sur les étrangers précise, à l'art. 53, que la Confédération, les cantons et les communes créent des conditions propices à l'égalité des chances et à la participation des étrangers à la vie publique. Il existe également une Loi cantonale sur l'intégration, qui concerne également les communes, car celles-ci devront mettre un certain nombre de choses en place, qui a pour but d'encourager les étrangers et étrangères, à participer à la vie économique, sociale, culturelle et politique. Donc, la Confédération, les cantons et les communes devront suivre un certain nombre de principes à mettre en œuvre, visant justement à permettre et faciliter l'intégration. Ce droit a essentiellement une valeur symbolique. Il s'agit avant tout de montrer, que la Ville est à l'écoute de sa population étrangère.

**Bösch Andreas, Grüne:** Ich kann mir eine Bemerkung nicht verklemmen: Berechtigterweise wurde die Frage gestellt, weshalb einer bestimmten Bevölkerungsgruppe ein Recht eingeräumt werde, das eine andere nicht hat. Diese Frage ist berechtigt! Die Rede ist jedoch von der Bieler Bevölkerung, also von allen Bielerinnen und Bielern. Mit dieser Argumentation sollten doch alle Bielerinnen und Bieler das gleiche Recht haben, und damit abstimmen und wählen dürfen, aber auch selber gewählt werden. Doch genau das wird ja nicht gewünscht...

**Oliveira-Jorns Renate, EVP:** Ich bin tagtäglich mit AusländerInnen unterwegs und ich kann bestätigen, dass diese Mitsprachemöglichkeiten haben und am öffentlichen Leben teilhaben können. Herr Pichard weiss dies, so wurde beispielsweise im Oberstufenzentrum Mett ein Elternabend organisiert inklusive ÜbersetzerInnen für alle möglichen Sprachen. Leider zeigten aber die betroffenen Eltern kein Interesse. Nur sehr wenige Eltern sind überhaupt erschienen! Deshalb, Herr Gurtner: ich habe jeden Tag mit ausländischen Kindern zu tun, diese können jederzeit zur mir kommen und Fragen stellen. Ich weiss daher auch, wie deren Stimmverhalten aussieht und warum sie so denken. Ich habe guten Kontakt mit AusländerInnen und wenn diese wollen, haben sie in der Schweiz und speziell in Biel ausreichend Möglichkeiten sich einzubringen und am täglichen Leben teilzuhaben. Ich habe auch selber im Ausland

gelebt und ich kann Ihnen sagen, dass SchweizerInnen im Ausland bei weitem nicht den gleich hohen Stellenwert geniessen wie die AusländerInnen hier in Biel und in der Schweiz.

**Sylejmani Ali, PSR:** Ce n'est pas la Loi sur les étrangers qui est en discussion ce soir. Il s'agit, ce soir, d'aller au-delà de nos petites maisonnettes, de nos idées préconçues et des petites batailles, que chacun et chacune mène de son côté et de faire ce qui est le plus sensé et utile, c'est-à-dire de réfléchir à la manière intelligente et pragmatique, de créer les conditions, afin que ces étrangers et étrangères se sentent citoyens et citoyennes. Personnellement, ce qui m'a le plus aidé, c'est que depuis mon arrivée dans cette Ville, je me suis considéré citoyen de la Ville de Bienne. Ce n'est ni une histoire de droit, ni de vote et ni de passeport. Il s'agit d'une question d'appartenance, qui n'est pas un devoir de la gauche ou de la droite, mais un devoir de chaque citoyen et citoyenne.

**Fehr Erich, Stadtpräsident:** Nach dieser Debatte bin ich eigentlich überzeugt, dass der Vorschlag des Gemeinderats für eine Umwandlung in ein Postulat richtig war. Das Bedürfnis, dass sich AusländerInnen, die dauerhaft in der Stadt bleiben, wohl fühlen, sich integrieren können und mitgestalten können sollen, wird von niemandem grundsätzlich bestritten. Über die zur Verfügung stehenden Mittel darf es aber durchaus verschiedene Meinungen geben. Ich bin nicht sicher, ob Herr Gurtner mit seiner Haltung nicht das Kind mit dem Bade ausschüttet und damit die von ihm gewünschte Mitwirkung gefährdet. Im Moment bin ich nicht so sicher, wie in diesem Saal die Mehrheiten liegen. Der Gemeinderat findet am geforderten Antragsrecht insbesondere die Frage schwierig, wer einen solchen Antrag im Stadtrat vertreten würde. Wessen Antrag wäre es? Würde einfach darüber diskutiert? Niemand kann erwarten, dass der Gemeinderat eine Art Pflichtverteidiger dieses Antrags wäre. Die Frage ist, was daraus entstehen würde. Würde es sich um simple Bürgerbedürfnisse wie mehr Kehrichtimer oder mehr Strassenlampen handeln, oder eher um Anliegen, die einer politischen Beurteilung bedürfen? Wer müsste diese Beurteilung vornehmen? Deshalb ist der Gemeinderat davon überzeugt, dass ein solcher Vorstoss genauer angeschaut werden müsste. Heute ist nicht klar, auf welcher Stufe und in welcher Form er umgesetzt werden könnte. Für mich spricht vieles für die Lösung, die von verschiedenen Stadtratsmitgliedern erwähnt wurde, wonach sich die AusländerInnen über die bestehenden Instrumente einbringen können. Die Mitglieder des Stadtrats können diese Anliegen aufgreifen und vertreten und der Gemeinderat könnte sie nach den bekannten Regeln prüfen. Ich bin der Meinung, dass es für die Anliegen der AusländerInnen sogar wertvoller ist, auf diesem Weg in den Stadtrat zu gelangen, denn damit erlangen die Anliegen eine viel höhere Verbindlichkeit. Ich gehe davon aus, dass nur die wenigsten AusländerInnen, die ein solches Recht wahrnehmen möchten, kein Stadtratsmitglied kennen. Wenn ich den Vorstoss zudem richtig verstehe, sollte das geforderte Recht ausschliesslich für natürliche Personen gelten und kein Antragsrecht für Organisationen eingeräumt werden. Letzteres wäre nochmals schwieriger, da spätestens da die Frage der Gleichbehandlung zu stellen wäre. Der Gemeinderat wäre jedenfalls bereit, nach einer sinnvollen Lösung zu suchen. Mit dem Festhalten an der Motion riskieren Sie, Herr Gurtner, dass Ihr Anliegen scheitert. Deshalb empfehle ich Ihnen, sich dem Gemeinderat anzuschliessen.



**Vote**

sur le maintien de la motion

**La motion est rejetée.**

**154. Motion 20120162, Salome Strobel, Groupe socialiste, "Voies pour vélos marquées en rouge pour plus de sécurité"**

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 7)

Le Conseil municipal propose de transformer la motion en postulat et de l'adopter en tant que tel.

**Strobel Salome, SP:** Wenn die Leute dazu gebracht werden sollen, auf das Velo umzusteigen, geht das nur, wenn sie das Velofahren auch als sicher empfinden. Das ist heute leider noch nicht überall der Fall. Viele Menschen haben im heutigen Verkehr Angst und getrauen sich nicht, mit dem Velo durch die Stadt zu fahren. Aber auch für geübte Velofahrerinnen wie mich gibt es immer wieder heikle Situationen. Solche können teilweise dadurch verhindert werden, dass die Velos deutlicher als heute von den Autos getrennt zirkulieren. Zudem muss die Verkehrsführung für Velos an Kreuzungen und vor allem auch an Kreiseln deutlicher markiert werden. Die gelb markierten Velostreifen reichen heute leider öfters nicht aus, damit sich Velofahrende tatsächlich sicher fühlen. Die Rotfärbung von Velostreifen ist nichts Neues, sie ist momentan in der ganzen Schweiz ein Thema. Die heutige Rechtslage sieht eine Einfärbung der Velostreifen grundsätzlich noch nicht vor. Der Bundesrat beantwortete am 1. Februar 2012 aber eine nationalrätliche Motion positiv und er erklärte sich bereit, eine Änderung der Signalisationsverordnung vorzunehmen und das Einfärben der Velospuren in spezifischen Situationen zu ermöglichen. Nicht nur in Zürich, sondern auch andernorts, wo die Förderung des Langsamverkehrs ernst genommen wird (zum Beispiel Solothurn), wird schon länger auf rote Velospuren gesetzt. Solothurn färbte im Rahmen seines Langsamverkehrsprojekts (LOS) ganz viele Schlüsselstellen rot ein. Mir geht es nicht darum, die ganze Stadt rot anzumalen. Es gibt aber etliche Stellen, an denen der motorisierte Verkehr nicht mit Velos rechnet, sie übersieht oder abdrängt. Ein gutes Beispiel ist für mich vom Kreuzplatz her kommend die Kreuzung Zentralstrasse - Silbergasse. Velofahrende, die geradeaus fahren wollen, müssen die Spur wechseln. Für die Autofahrenden ist das des öfters ziemlich überraschend. Einspurstrecken sind für Velofahrende sowieso gefährlich. Immer wieder versperren Fahrzeuge die rechte Spur und die Velos finden sich plötzlich ungemütlich eingeklemmt zwischen Autos wieder, manchmal gar im toten Winkel der Autofahrenden. In diesen Fällen können die Velos nicht bis zur Ampel vorfahren. Genau dort, vorne an der Ampel, wäre für die Velofahrenden aber die sicherste Warteposition. Dort werden sie am Besten wahrgenommen. Es wäre also auch hier zu überlegen, ob die rechts an stehenden Kolonnen vorbeiführenden Velostreifen rot eingefärbt werden könnten, damit sie eher freigehalten würden. Dass die Roteinfärbung von Velospuren Mehrkosten bei der Signalisation mit sich bringt, ist mir klar. Die rote Farbe ist sicher nicht billig und die Streifen müssten unterhalten werden. Wenn damit aber Unfälle vermieden werden können, werden doch immerhin

auch Gesundheitskosten eingespart. Ich hoffe, dass Biel dem Beispiel der anderen grossen Städte folgt und etwas mehr für die Sicherheit der Velofahrenden unternimmt. Der Umwandlung meines Vorstosses in ein Postulat stimme ich zu.

**Kaufmann Stefan, FDP:** Am Dienstag war ich in Leubringen. Dort sind die Velowege hellblau markiert. In Safnern sind sie grün. In Wingreis hat es einen gelben Fleck auf der A5. Es ist die gleiche Farbe, mit welcher in Biel auf dem Zentralplatz die Begegnungszone markiert ist. Ich fragte den Kantonsingenieur, ob auf der A5 eine Begegnungszone eingerichtet wurde. Er sagte mir, das sei die Spur, auf welcher die Velos die A5 kreuzen könnten. Betreffend Einfärbung der Strassenbeläge besteht ein Wildwuchs. Jede Gemeinde regelt das für sich. Die Fraktion FDP findet den vorliegenden Vorstoss gut und sie unterstützt ihn. Sie findet die Antwort des Gemeinderats richtig, wonach zuerst geklärt werden soll, wie der Bund seine Rechtssprechung anpassen wird. Danach kann weitergeschaut werden. Für die Fraktion FDP ist wichtig, dass die Markierungen auf der Strasse vereinheitlicht werden. Alles andere ist nur noch viel gefährlicher. Wenn überall etwas anderes markiert ist, weiss niemand mehr, was eigentlich gilt. Die Fraktion FDP stimmt der Umwandlung in ein Postulat zu und begrüsst es, wenn eine vernünftige Lösung gefunden werden kann.

**Klopfenstein Hubert, Baudirektor:** Die Stadt wartet jetzt darauf, welche Richtlinien der Bund festsetzt. Erst dann wird sie handeln. Die Baudirektion erfindet sicher nichts Neues. Deshalb kann der Vorstoss gut als Postulat überwiesen werden. Das ist ja, soweit ich verstanden habe, nicht bestritten.

**La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.**

**155. Postulat 20120122, Fatima Simon, Les Verts, "Un couple princier pour le carnaval de Bienne"**

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 8)

Le Conseil municipal propose de rejeter le postulat.

**Simon Fatima, Les Verts:** Je ne suis pas d'accord avec la réponse du Conseil municipal et je suis déçue par la réaction de la Guilde du carnaval. À mon sens, le Conseil municipal n'a pas pris en considération, que le carnaval est une fête publique, qui concerne tout le monde. Il est dommage, que le Conseil municipal n'ait pas pris contact avec la Guilde, pour trouver un compromis, car même si cette dernière est une association privée, celle-ci reçoit le soutien, les clés de la Ville et paralyse le Centre-ville lors des festivités. Dès lors je ne peux pas comprendre, que la Ville n'ait pas son mot à dire. Le bon sens ne semble pas avoir été entendu. En effet, il existe d'autres princesses. Une princesse ne doit pas forcément être la femme du roi ou du prince. Une grande quantité de femmes jouent et font partie des cliques, en participant activement aux cortèges. Par ailleurs, une princesse pourrait apporter plus de lumière au cortège, pour combler de joie la grande diversité des petites princesses. L'égalité des sexes est toujours en combat et ceci même durant les jours de fête. Je m'engage pour cette cause et **je demande que le postulat soit adopté.**

**Hügli Daniel, SP:** Die Fraktion SP unterstützt seit Langem die Gleichstellung von Frau und Mann und fordert Massnahmen in diese Richtung. Insbesondere sollen Frauen gefördert werden, damit sie Leitungspositionen übernehmen können. Dieses Phänomen gibt es ja nicht nur bei der Fasnacht, sondern es ist ein gesamtgesellschaftliches Problem. Es ist nicht nur so, dass Frauen nach wie vor 20% weniger verdienen als Männer, sondern sie sind auf der Chefetage auch noch immer weniger anzutreffen. Das heisst, vor allem muss die Gesellschaft verändert werden. Die SP will sich dafür einsetzen, dass sich diese Strukturen verändern. Es ist aber auch so, dass die Fraktion SP einsieht, dass es rechtlich relativ schwierig ist, entsprechende Quoten einzuführen. Es gibt ja auch die Möglichkeit, dass der Stadtpräsident den Stadtschlüssel einfach nicht übergibt... Die Fraktion SP ist jedenfalls der Meinung, dass der Druck in der Gesellschaft weiterhin ausgeübt werden muss. Das heisst auch, dass Frauen in den Zünften mitmachen müssen. Wenn dort einmal eine Frauenmehrheit herrschte, würde vielleicht auch bei der Fasnacht eine Frau zuoberst stehen. Persönlich werde ich dieses Postulat unterstützen, weil ein Zeichen in diese Richtung gesetzt werden sollte.

**Magnin Claire, Les Verts:** Je ne suis pas trop glamour et n'aime pas tellement le carnaval. J'ai appris, cependant, que les femmes n'étaient pas représentées, ni même pas du tout les bienvenues dans le Comité de la Guilde. Ceci m'a fait regarder cette motion d'un autre œil et même si les princesses, ce n'est pas ma tasse de thé, je n'ai pas à décider ce qui est bon pour les femmes ou pas. Je me contente d'essayer de leur ouvrir des portes. La question de l'égalité dans les carnivals se pose et personnellement je soutiens ce postulat.

**Augsburger-Brom Dana, SP:** Es könnte auch so angeschaut werden, dass sich die Stadt mit diesem Vorstoss in die Belange der Fasnachtszunft einmischt. Ich sehe das nicht so, denn die Stadt übergibt symbolisch den Stadtschlüssel an den Fasnachtsprinzen (eben den Prinzen...). Ich finde, dieses symbolische Zeichen hat in Biel einen hohen Stellenwert. Die Stadt mischt sich nicht grundlos in etwas ein. Der Fasnachtsprinz spielt eine wichtige Rolle. Er übernimmt eine wichtige Verantwortung. Gleichstellung ist überall bedeutsam. Für mich ist daher klar, dass ich diesen Vorstoss unterstütze. Dieses Zeichen muss gesetzt werden, auch bei der Fasnacht.

**Sermet-Nicolet Béatrice, PSR:** Que se passera-t-il le jour où nous aurons le grand plaisir d'avoir une mairesse à la tête de cette Ville de Bienne. La Guilde du carnaval lui refusera-t-elle le titre de princesse? Je soutiens la demande de Madame Simon.

**Löffel Christian, EVP:** Mir wäre natürlich eine Prinzessin viel lieber, am Liebsten für die nächsten 50 oder 100 Jahre. Sie ist nämlich viel, viel schöner als der Prinz. Trotzdem finde ich, dieser Vorstoss gehört in die Fasnachtszeitung. Es kann ja nicht sein, dass sich die Stadt in solche Belange einmischt. Es handelt sich um einen privatrechtlichen Verein. Ich kenne ihn nicht genau. Aber wenn mehr Frauenpartizipation gewünscht wird, müssen halt Frauen in diesem Verein mitmachen. Es kann nicht sein, dass die Stadt hier eingreift und eine Prinzessin fordert, auch wenn mir das persönlich lieber wäre. Ein solcher Entscheid muss aus dem Verein kommen und dort wachsen. Das ist meine persönliche Meinung und deswegen werde ich diesen Vorstoss nicht unterstützen.

**Scherrer Martin, SVP:** Mir ist es egal, ob die Fasnacht einen Prinzen oder eine Prinzessin hat. Ich unterstütze aber das Prinzip des Gemeinderats, dass er sich nicht in private Organisationen einmischt. Wenn jemand der Meinung ist, der Stadtpräsident solle den Schlüssel nicht übergeben, hätte der Vorstoss so formuliert werden sollen.

**Fehr Erich, Stadtpräsident:** Vielleicht war die ganze Diskussion für nichts. Morgen findet die Generalversammlung der Faschingszunft statt. Dort wird jeweils der neue Prinz oder vielleicht eben auch die neue Prinzessin vorgestellt. Wenn letzteres der Fall wäre, hätten wir alle eine Viertelstunde eher heim gehen können...

Aber ernsthaft: was der Gemeinderat schreibt, ist seine feste Überzeugung. Es kann nicht sein, dass sich die öffentliche Hand in private Vereine einmischt. Das ist eine Ausdehnung des staatlichen Handelns über Grenzen hinweg. Am Schluss muss noch darüber diskutiert werden, welche neuen Ausländer der EHC verpflichten soll. Solche Entscheide zu fällen, ist einfach nicht die Aufgabe der öffentlichen Hand. Die Fasnacht ist Teil des städtischen Brauchtums. Dieses sieht einen Prinzen vor... In Lyss gibt es jedes Jahr eine Lilienfee. Ich hörte noch nie von einem Lysser Vorstoss, der einen Lilienmann forderte. Auch wenn die Stadt die Fasnacht und andere ähnliche Anlässe wie die Braderie oder die Altstadt-Chilbi unterstützt, möchte ich dringend davor warnen, in jede solche Aktivität eine politische Symbolik hineinzuprojizieren. Die Faschingszunft ist ein Verein (mitgliedermässig übrigens der grösste der Stadt). Diesem Verein können alle beitreten und die Mitglieder können ihre Forderungen an der Generalversammlung stellen. Anliegen wie das vorliegende gehören dorthin. Herr Hügli, ich gebe es offen zu: ich werde keinen symbolischen Akt vornehmen und den Schlüssel nicht übergeben, wenn es keine Prinzessin gibt. Aufgrund meines Votums dürfte das auch niemanden überraschen. Es ist meine tiefste Überzeugung, dass solche Belange den betroffenen Organisationen überlassen werden sollen. Sonst gibt es am Schluss eine staatlich organisierte Fasnacht. Irgendeinmal sagen die Zünfter, wenn sowieso alles vorgeschrieben werde, könne es auch der Staat organisieren. Dann kostet es sicher mehr. Der Stadtrat weiss, was es kostet, Aufgaben zu professionalisieren. Der Gemeinderat hat sich überlegt, ob er den vorliegenden Vorstoss im Sinne der Fasnacht dem Zunftvorstand zum Mitbericht schicken solle. Das wäre mehr im Sinne von Herrn Löffel als Beitrag für die Fasnachtszeitung zu werten. Der Gemeinderat verzichtete aber darauf, weil es sich um ein ernsthaftes Anliegen von Frau Simon handelt. Genauso ernst ist es dem Gemeinderat aber, wenn er sagt, es handle sich um eine private Sache und er mische sich nicht ein. Ich bitte den Stadtrat, diesen Vorstoss abzulehnen.

## **Vote**

sur la proposition de Madame Simon de ne pas rejeter le postulat

**La proposition est refusée.**

**Baltzer Niklaus, SP:** Ich bitte die Stadtratsmitglieder, beim Hinausgehen den Ratsweibel zu unterstützen und ihren Abfall selber zu entsorgen. Dann muss der Weibel nicht noch eine halbe Stunde den Saal aufräumen. Besten Dank.

**156. Nouvelles interventions**

<b>20120335</b>	<b>Motion urgente Alain Nicati, Groupe Forum</b> Adaption de la planification financière Anpassung der Finanzplanung	<b>FIN</b>
<b>20120336</b>	<b>Interpellation urgente Béatrice Sermet-Nicolet, Groupe socialiste</b> Planification des locaux scolaires et organisation des classes Schulraumplanung und Klassenorganisation	<b>FPC</b>
<b>20120337</b>	<b>Dringliches Postulat Peter Isler, Fraktion SP</b> Stimmbeteiligung Participation au scrutin	<b>PRA / STK</b>
<b>20120338</b>	<b>Überparteiliche Motion Werner Hadorn, SP, Peter Moser, FDP, Martin Wiederkehr, SP</b> Neue Strassenverbindung Burgunderweg - Neuenburgstrasse Nouvel axe de liaison «Chemin des Bourguignons – Route de Neuchâtel»	<b>PRA</b>  <b>FIN</b>
<b>20120339</b>	<b>Postulat Salome Strobel, Fraktion SP</b> Kartonentsorgung Élimination des cartons	<b>BAU</b>
<b>20120340</b>	<b>Überparteiliches Postulat Christoph Grupp, Grüne, Christian Löffel, EVP, Niklaus Baltzer, SP, Nathan Güntensperger, GLP, Andreas Sutter, BVP</b> Wirtschaftsplattform zum Klimaschutz Plate-forme économique pour la protection du climat	<b>BAU</b>  <b>PRA, FIN</b>
<b>20120341</b>	<b>Postulat Roland Gurtner, Passerelle</b> Davantage de transparence dans les tarifs des émoluments Mehr Transparenz in den Gebührentarifen	<b>MAI</b>

***Fin de la séance / Schluss der Sitzung: 23.10 heures / Uhr***

---

***La présidente du Conseil de ville / Die Stadtratspräsidentin:***

Monique Esseiva

***La secrétaire parlementaire / Die Ratssekretärin:***

Regula Klemmer

**Protokoll:**

Katrin Meister

Lilian Stähli

**Procès-verbal:**

Ana Gonzalez

Claire-Lise Kirchhof